

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE de l'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL Avril 1978

No 26

3 FRANCS

LIBÉRÉ DU « PROGRAMME COMMUN », LE PEUPLE COMPTE SUR SES PROPRES FORCES POUR ATTAQUER LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE



Les manifestants de Brest contre la marée noire, sous le drapeau Breton.

RALLIEZ LE PÔLE MAOISTE !

SOMMAIRE

- Editorial	p 2
La campagne du pôle maoïste pour l'abstention, contre le parlementarisme impérialiste et pour le parti de type nouveau:	
- Le rassemblement maoïste du 25 Février	p 5
- ROUEN: de Renault-Cléon à la faculté, tout un espace investi	p 6
REIMS: nucléaire, lycées: s'abstenir, c'est une politique..	p 7
CHALON/SAONE: Mammouth assassin	p 8
LES CORBIERES: le peuple des vignes discute de la révolution	p 9
Les Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra ..	p 10

Sur le front de classe des Immigrés :

MARTIGUES: les bistrotts racistes doivent mettre la clef sous la porte	p 12
PARIS-EST: fascistes, le peuple vous chasse de la rue .	p 13
PARIS-NORD: Victoire contre un gérant raciste	p 15
La marche sur Arenc: 2 voies, 2 lignes	p 16
Le peuple Breton contre la société impérialiste:	
Trébrivan, le phare Breton	p 17
Marée noire	p 19

Internationalisme Proletarien :

REIMS: soutien au peuple révolté de Tunisie	p 22
CARCASSONNE: dans la ville des paras, on manifeste pour les Saharaouis	p 22
Palestine vaincra !	p 23

EDITORIAL

LE PARLEMENTARISME ORGANISE LA CONTINUITÉ DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE

Une fois de plus, il est démontré qu'aujourd'hui les élections parlementaires n'ont rien changé et n'ont fait qu'organiser et prolonger le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste.

Quel était l'enjeu de ces élections ?

L'enjeu était de choisir entre la coalition UDF-RPR, représentant la bourgeoisie classique, au pouvoir depuis 20 ans, et la coalition PC-PS qui prétendait mieux gérer les affaires que ses rivaux. Qui placer à la tête de l'État impérialiste français ? C'était le choix, et le seul, qui s'offrait aux électeurs.

Ce que les nombreuses interventions, débats, discussions de notre campagne pour l'abstention ont confirmé, c'est que, pour une large majorité du peuple, la nature de ce choix était relativement claire. Il était clair qu'il ne s'agissait pas de changer la société. Il était clair que le résultat de ces élections n'aurait pas d'influence fondamentale sur les rapports de force existant sur tous les fronts où le peuple se bat aujourd'hui contre l'État impérialiste, où il travaille à gagner son autonomie politique.

Ainsi, à l'issue d'une campagne électorale de la bourgeoisie extrêmement morne, malgré la dramatisation et la basse polémique des tournois télévisés, les électeurs ont fait un choix sans illusion et relativement lucide.

Chose remarquable: ils ont rejeté une conception « syndicale » des élections. La « gauche », avec le SMIC à 2400 Francs, les retraites, les pensions etc..., faisait grimper le « social », le revendicatif, le syndical, sur la scène du pouvoir d'État. Le programme commun, c'était la version syndicaliste de Mai 68 transformée en appareil de gouvernement. Les électeurs n'ont pas marché dans cette syndicalisation étatique. Ils ont jugé les partis, les forces étatiques bourgeoises. Ils ont fait, dans la sphère du parlementarisme un choix politique portant sur la question du pouvoir. Et ils ont choisi, à une courte majorité, de reconduire la coalition sortante. Pour nous les questions que soulèvent ces élections sont entièrement dans l'espace de la politique bourgeoise. Pour ce qui concerne notre politique, la politique maoïste, rien de fondamental n'est

changé dans les conditions, les fronts et les forces de la lutte de classe. Par contre, pour les partis bourgeois, ces élections sont une étape et les questions qu'elles soulèvent sont :

- Pourquoi l'opposition a-t-elle été battue ?

- Qu'est-ce qui va se transformer sur la scène du parlementarisme ?
Quelle va être la politique des différents partis aujourd'hui ?

LE PS : HISTOIRE D'UN ÉCHEC

La défaite de l'opposition, c'est d'abord la défaite du PS. Sa stratégie d'union de la gauche, qui devait lui permettre de devenir le parti « réformiste » hégémonique dans la bourgeoisie classique, a subi son troisième échec depuis la signature du programme commun en 72.

Mais qu'est-ce au juste que le PS ? Et pourquoi sa stratégie d'union avec un parti (le PCF) représentant un autre projet (le capitalisme bureaucratique d'État) une autre fraction bourgeoise (la nouvelle bourgeoisie) ?

L'UGDS et la SFIO s'étaient compromises à fond dans le parlementarisme de la 4^{ème} république. Leur caractère réactionnaire était largement démasqué. Elles avaient été balayées par le gaullisme qui représentait la fraction moderniste de la bourgeoisie classique, décidée à faire passer la France du stade colonial au stade de la concurrence inter-impérialiste active et néocoloniale. Dans la phase ascendante du gaullisme (réglement de la question coloniale, ouverture sur l'Europe, industrialisation), le PS ou ce qui va le constituer n'a aucune chance face aux gaullistes de représenter mieux qu'eux la bourgeoisie classique.

Les choses changent avec Mai 68 qui marque la fin de la phase ascendante du gaullisme, sanctionnée par le départ de de Gaulle.

Un projet réformiste pour la bourgeoisie classique devient possible. Cependant, il ne peut pas lutter sur deux fronts dans la bourgeoisie (Pompidou et le PCF), surtout compte tenu des effets de 68 dans les masses fondamentales et la jeunesse.

Se constituer comme force bourgeoise contre le gaullisme va nécessiter deux choses :

- neutraliser le PC, tout en se donnant une caution « de gauche » par l'Union, et faire oublier la SFIO.

- amener à soi une fraction du mouvement issu de Mai 68.

C'est ce qui fixe la stratégie de Mitterrand : Programme Commun, d'une part, reprise verbale des thèmes idéologiques de Mai de l'autre. Ce processus produit une bipolarisation de la bourgeoisie classique, car les centristes de Lecanuet et JJ Servan Schreiber se rallient à Giscard en 74.

Ceci étant, la principale difficulté du projet demeure :
- L'objectif du PS est de devenir le principal parti de la bourgeoisie classique.

- il n'a pu amorcer cette ascension que dans l'alliance électorale avec le PC. La condition de cette alliance est donc qu'il ait sur le PCF une prééminence claire dans l'Union de la Gauche. C'est à cette seule condition que peuvent se rallier à lui les électeurs qui sont pour un changement de politique de la bourgeoisie classique, mais qui ne veulent pas de la nouvelle bourgeoisie.

D'où l'objectif, maintes fois affirmé, du PS de réduire le PCF.

Le PS, face à l'incapacité de la « droite » à maîtriser la crise, et à sa décadence (plus de grand projet national), va réussir dans cette stratégie tant que les 5 % d'électeurs qui peuvent lui assurer la majorité seront convaincus qu'il garde les mains libres vis à vis du PCF, et la possibilité de le rejeter le moment venu. La nature du scrutin de 74, 76 et 77 favorise cette conviction. 74 : présidentielle : on élit Mitterrand et non Marchais, d'ailleurs le Programme Commun est évacué de la campagne de Mitterrand.

75-77 : Cantonales et municipales. Il ne s'agit pas directement du pouvoir d'État, la présence du PCF est acceptable pour les partisans de la bourgeoisie classique. La « syndicalisation » (tolérée) des municipalités masque la conquête par le PC de nouvelles positions de pouvoir. En 78, les 4 à 5 % d'électeurs qui font la décision dans le parlementarisme refluent.

Pourquoi ? Parce que les attaques du PCF font apparaître :

a- la faiblesse du PS par rapport à lui en terme de force politique et de projet d'État, dès lors que le PCF affirme avec force la contradiction entre son projet et celui de la bourgeoisie classique.

b- la vacuité du programme du PS face à la crise.

Alors, ces électeurs ont

pensé qu'en fin de compte Giscard et l'UDF sont mieux placés pour faire face à la crise du point de vue de la bourgeoisie classique qu'un PS embarrassé d'un partenaire

rant aussi fort qu'aux présidentielles de 74.

Cependant le taux de participation a battu tous les records. La raison en est que le thème de

parti ayant un appareil et un projet tels qu'il puisse prétendre gouverner seul, ou avec des alliances purement tactiques. C'est le projet de Rocard.



L'ultime
farce
«unitaire»
des 2
bourgeoisies
(accord du 13 Mars)

aussi exigeant et aussi capable, grâce essentiellement à son appareil et à la CGT, de lui mettre des bâtons dans les roues.

L'erreur du PS a été de maintenir jusqu'au bout le caractère principalement programmatique de son alliance avec le PC. Il en a besoin pour se constituer, mais en 76, il lui fallait prendre le risque de s'autonomiser, de se poser en force politique candidate à gouverner en passant des alliances simplement tactiques. Après tout, un parti bourgeois n'a pas besoin de programme pour se faire élire (témoin : la droite). Il lui suffit de thèmes idéologiques, et de donner l'image d'une force capable de diriger l'État.

«L'accord» du 13 Mars au lendemain du premier tour, catalogue de revendications syndicales signé en 3 heures après 6 mois d'attaques forcenées, n'a fait que révéler la faiblesse idéologique et étatique du PS. Il a précipité la défaite.

**PARTICIPATION MASSIVE,
MAIS SCEPTIQUE ET DÉFENSIVE**

Nous avons fait une campagne positive pour l'abstention. Nous avons été écoutés. Nous n'avons jamais senti un contre-cou-

l'abstention était populaire, mais que, s'il n'était pas relayé par l'adhésion à la politique révolutionnaire, il ne se transformait pas en acte, en raison de fortes tensions défensives sur la scène bourgeoise :

- danger de voir la nouvelle bourgeoisie arriver au pouvoir pour les uns.

- danger de voir le PC enfoncer le PS pour d'autres.

- enfin, pour d'autres, danger de voir devenir hégémonique le PS jugé faible et aventuriste, si bien qu'on allait voter contre lui (et non pas «pour et sans illusions» comme on disait 6 mois avant).

Le déchirement des forces bourgeoises a conduit le peuple «parlementarisé» aux urnes pour neutraliser les effets de la rivalité plus que pour adhérer à tel ou tel camp. D'où une indifférence morne aux résultats.

Ceci confirme que le contenu essentiel de notre campagne était le ralliement au pôle maoïste, donc une politique «d'avant-garde large», assurée par ailleurs d'une compréhension de masse.

LE PS APRES LES ÉLECTIONS

La seule solution pour le PS est désormais de s'autonomiser du PC, d'apparaître comme un

Le CERES est contre et veut au contraire se rapprocher encore plus du PC. Mais le CERES ne peut être un obstacle important pour la majorité du PS. Il n'existe en effet que parce qu'il est l'opposition interne au PS. S'il faisait scission, il ne pourrait exister en tant que parti. Il subirait le sort du PSU et ses militants n'auraient en fait comme issue que de rallier le PC ou de revenir à la majorité du PS. C'est ce qu'ont démontré toutes les scissions «de gauche» du PS au Portugal.

Le vrai problème pour le PS, c'est qu'il paraît difficile qu'il puisse exister, dans la bourgeoisie classique, 3 partis dont 2 centristes-réformateurs (l'UDF et le PS). La réussite pour le PS dépend donc aussi de ce qui va se passer du côté de l'UDF.

En fait, la seule chance du PS, c'est que son candidat soit président en 1981. Il deviendrait alors le parti présidentiel et aurait les moyens d'hégémoniser la représentation parlementaire de la bourgeoisie classique. Car au sein de la bourgeoisie classique (Marchais président n'est pas pour tout de suite) il y a depuis 1952 un rapport étroit entre le président et le parti qui le représente principalement.

Bref, la croix pour les petits arrivistes du PS est la suivante : ils ne peuvent consolider leur appareil qu'en tenant un morceau de l'État. Mais leur appareil est ju-

gé encore trop faible (face au PC) pour qu'on leur donne ce morceau. Soares avait résolu ce problème au Portugal en s'appuyant sur les militaires, sur la présidence d'un militaire (Éanes). Mais le PS ici en France ?

LE PCF TOUJOURS AU ROUET

Le PC dans la campagne a nettement affirmé l'originalité de son projet.

Il n'a pas progressé en pourcentage, mais il l'a fait en sièges. Il a activement contribué à contenir la montée du PS. Il a donc continué à poser des jalons pour sa seule stratégie à long terme : être à même de prendre le pouvoir seul.

Il a choisi la rupture de l'Union de la Gauche avant les élections plutôt qu'après, car il savait la crise profonde, et que le programme commun façon PS ne permettait pas d'en sortir. Il ne voulait donc se risquer à aller au pouvoir qu'en se ménageant la possibilité de le quitter avec fracas, en rejetant la responsabilité de la poursuite de la crise sur le PS.

Le PC ne peut travailler que pour le long terme car son projet exige qu'il ait le pouvoir seul. Il restera ouvert à des alliances avec le PS, car c'est pour lui un moyen de progresser vers ses objectifs stratégiques, mais il lui faut aussi affaiblir le PS, qu'il ne soit pour lui qu'un appui et un marche pied. Fiterman vient de dire en clair que le succès principal du PC était d'avoir bloqué toute marginalisation politique du PCF.

Ceci étant, cette rude bataille défensive, menée par Marchais avec une brutalité cynique un peu voyante, a fait du dégât. Le PCF doit rechercher un nouveau terrain offensif, dans un rapport, y compris syndical, à ses

troupes plutôt douteux. L'échec du programme commun, c'est l'échec des efforts opiniâtres, après Mai, pour monopoliser le «débouché politique» des «luttres syndicales».

LA BOURGEOISIE CLASSIQUE

A la différence de de Gaulle et Pompidou, Giscard est élu sans avoir au parlement son parti pour approuver inconditionnellement sa politique. De 74 à 78, ce n'est qu'une suite d'accrochages et de coups fourrés entre Giscard et le RPR qui ne se résoud pas à avoir perdu son rôle hégémonique dans l'État. Le problème pour Giscard, c'est donc de faire d'un parti qui lui soit fidèle, le pivot de la majorité parlementaire.

De ce point de vue, rien n'est réglé. L'UDF, rassemblement de tous les politiciens centristes les plus verveux, a progressé, ce n'est pas un parti avec le minimum de discipline qui existe même dans un parti bourgeois, et le RPR reste majoritaire en sièges. Sur toute une série de points (proportionnelle, régime fiscal, Europe, politique économique), le RPR a affirmé son hostilité aux projets giscardiens et ceux-ci ne pourront passer qu'avec l'appui de feu l'Union de la Gauche. L'instabilité parlementaire à droite va se prolonger.

PS défait, PCF au bout d'une défensive difficile, RPR minimisé, Giscard consolidé, mais toujours sans assise parlementaire stable (même l'addition UDF PS ne fait pas une majorité) : la crise politique des bourgeois n'est pas terminée.

NOUS AFFIRMER PLUS QUE JAMAIS COMME FORCE POLITIQUE

Les maoïstes ont été conséquents et agissants dans toute cette période. Les «extrême-gau-

che» parlementaires sont déconfits.

Nous devons poursuivre notre campagne, en propageant à échelle de masse nos analyses, notre bilan, le renforcement de notre optimisme.

Il faut organiser partout des réunions de débat sur les élections, le parlementarisme, la crise politique des bourgeois, la chute de «l'union de la gauche» etc... Il faut interpeler les électeurs du peuple. Il faut être aux avant-postes du bilan, même si, dans un premier temps, la mauvaise conscience, l'étourdissement, le silence, prévalent chez beaucoup (notamment les ouvriers français).

La question : «Maintenant que faire ? » va nécessairement se poser, à une échelle très vaste. Nous devons la provoquer, dans des conditions favorables.

A cette question, il faut répondre sans hésiter :

1. Se porter sur les fronts de classe, où les bourgeoisies, dans une situation sans élections, vont concentrer leurs efforts et leurs coups — l'immigration, la marée noire et le peuple des campagnes, l'internationalisme prolétarien (Saharaoui, Palestine) : autant de tâches immédiates pour la politique du peuple.

2. Rallier les organisations du pôle maoïste, seules organisations anti-parlementaires conséquentes, seul projet crédible pour une politique qui ne se réduise pas aux sinistres neutralisations électorales.

Le maoïsme a vu clair. Il est un des vainqueurs de cette période. Faisons le Parti de cette clarté, de ces victoires. Brisons la vieille rengaine qui va tenter, trotskystes et pro-chinois aidant, de nous renvoyer du parlementarisme, qui fait fiasco, aux «luttres» des syndicats.

C'est du Parti anti-parlementaire et anti-syndical qu'il faut parler, au feu des fronts de classe.

**CONTRE LE RACISME ET LE CHAUVINISME DE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE, DES DEUX BOURGEOISIES
ET DES FASCISTES, VIVE LES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS !**

**POUR UN INTERNATIONALISME DE NOTRE TEMPS,
VIVE LES COMITÉS PORTUGAL ROUGE OUVRIER ET PAYSAN VAINCRA (PROPV) !**

POUR LA LUTTE DE CLASSES DANS L'ART ET LA CULTURE, VIVE LE GROUPE FOUDRE !

**POUR LA RÉVOLTE ET LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE SUR TOUTES LES QUESTIONS,
EN VILLE COMME A LA CAMPAGNE, VIVE LES COMITÉS POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES (CPAC) !**

**POUR L'ORGANISATION DE L'AVANT-GARDE PROLÉTARIENNE DIRIGEANTE DE TOUT LE PEUPLE,
VIVE LES NOYAUX COMMUNISTES !**

**POUR LA POLITIQUE MAOÏSTE, LE PARTI DE TYPE NOUVEAU,
L'ASSAUT CONTRE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE, LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT,
VIVE L'UCFML !**

LA CAMPAGNE DU POLE MAOISTE POUR L'ABSTENTION, CONTRE LE PARLEMENTARISME IMPERIALISTE ET POUR LE PARTI DE TYPE NOUVEAU



LE RASSEMBLEMENT MAOISTE DU 25 FEVRIER

L'unique meeting pour l'abstention, fait à l'occasion des élections législatives qui ont totalisées la plus grande participation électorale depuis le début de la République, a été un succès. Plaisanterie ? Routine d'autosatisfaction : tout ce que fait l'UCFML est bien ? Pas du tout. Un succès parce que face aux forces politiques de la bourgeoisie neuve et ancienne, s'est manifestée la levée de la force politique prolétarienne. A la mesure (en nombre) de sa réalité d'avant-garde. Le millier, pas plus nombreux que cela. Mais pas moindre non plus et pas moins réel.

Les gens qui sont venus à ce meeting n'étaient pas, ce qui est légitime souvent, des curieux. Mais des gens du peuple, des femmes, des jeunes, des ouvriers révolutionnaires, venus pour parler politique, pour enquêter sur la ligne politique de l'UCFML.

Cela se sentait par les interventions, par le niveau élevé des discussions. Frappant qu'à la timide question du syndicalisme, un ouvrier se soit levé pour répondre sur la politique contre l'impérialisme. Frappant qu'une femme du peuple se soit levée pour affirmer la solidarité avec les immigrés. Je suis de votre parti, a-t-elle dit, comme tous ceux qui sont contre leur bourgeoisie. C'était la politique vivante, dans la bouche de ceux qui la font, qui était au poste de commande.

C'est pourquoi le meeting a été la marque de l'existence politique d'une force révolutionnaire, que les débats ont porté sur la ligne et sur les tâches. Car, quand le pôle maois-

te se met à exister, quand existe la manifestation organisée des différentes étapes de la politique révolutionnaire, la question à l'ordre du jour est: quelles sont les tâches, dans quelle partie du pôle maoïste se trouve la place des révolutionnaires convaincus, que faire ?

Le meeting, c'étaient les forums différents dans leur sujet, dans les réactions qui s'y manifestèrent. Forum sur le pôle, sur les CPAC, les noyaux, les comités PROPV, sur l'UCFML. Forum sur le marxisme, sur la situation internationale. Dans ces forums, la démocratie devait laisser leur place aux inévitables questions dogmatiques, qui cachent sous la doctrine, par exemple, le refus de la nouvelle bourgeoisie du PCF, ou le fait que l'UCFML ne s'aligne pas sur la Chine ni partant ne la condamne, mais affirme à la fois notre indépendance et notre scrupuleuse attention à la lutte de classe qui s'y déroule.

Sur le parlementarisme impérialiste où perçait l'idée que la rupture avec le parlementarisme doit se refaire nécessairement à chaque étape de l'impérialisme. Forum sur la crise, la campagne, le nucléaire, où les gens présents enquêtaient, prenaient connaissance, apportaient leur expérience et leurs questions.

Forum sur l'immigration, sur l'égalité des droits, front de classe ou l'ensemble des forces du pôle doivent se battre.

Meeting révolutionnaire prolétarien, manifestant une existence et une politique; en ceci ce fut un succès.

ROUEN : de Renault-Cléon à la faculté , tout un espace investi

ROUEN. Une vaste concentration populaire: le peuple dans toute sa diversité, autour des usines qui viennent de loin, du vieux textile qui crève depuis bien avant la crise, faisant déjà un chômage terrible. Les immigrés, nombreux, et parmi eux beaucoup de Sénégalais et de Mauritanais, concentrés dans les foyers aux mains de la bourgeoisie Import-Export, depuis si longtemps tournée vers Dakar. Les ouvriers des grandes usines, comme Renault qui est venu à Cléon, dans les années 60, exploiter les chômeurs d'Elbeuf et les petits paysans ruinés.

Peuple d'aujourd'hui. Mais aussi bourgeoisie d'aujourd'hui; il faut les voir camper chacun sur sa rive de la Seine: rive droite, bourgeoisie classique et rive gauche, nouvelle bourgeoisie. Chacune ses mairies, ses commissariats, sa presse, ses artistes... Chacune ses chefs. Ici, c'est tous les jours le face-à-face Lecanuet-Leroy.

1) Le pôle maoïste à Rouen

A l'heure des élections de 78, les organisations du pôle maoïste ne sont pas bien vieilles ici: un an d'âge pour l'UCFML, qui s'est surtout fait connaître sur la ville pour le combat contre les décrets Stoléro et pour l'égalité des droits; deux ans pour le comité PROPV, bien lié au peuple autour du marché où il intervient, notamment aux ouvriers portugais, du Nord du Portugal le plus souvent. C'est aussi le GER M (Groupe Étudiant Révolutionnaire Maoïste), né l'an dernier dans le bilan de la grève étudiante de 1976 et dans l'offensive contre les cours réactionnaires.

L'UCFML mène campagne dans deux foyers d'immigrés; bouscule, sur le marché de banlieue, la querelle entre la bande sociale-fasciste et les sociaux-démocrates endimanchés, dans l'absence totale des apprentis députés de l'extrême gauche, qui ne s'aventurent pas si loin du centre-ville. C'est aussi l'intervention sur le chômage et les élections, à la porte d'une petite usine textile, de femmes et d'immigrés, au bord de la fermeture. Dans tous ces lieux, l'avancée c'est le débat sur toute la politique des maoïstes et non plus son contenu anti-raciste et anti-chauvin pris isolément.

2) Renault-Cléon

L'UCFML a aussi décidé de renforcer sa présence politique sur la grande concentration ouvrière de la région. A Renault-Cléon, trois forces politiques ont fait campagne: le PC, le PS et les maoïstes. Là aussi, le PS est venu faire la nique au PC: polémique oblige ! Il faut avoir vu le jeune énarque du staff Mitterrand s'essayer au travail de masse d'usine, et la puissance des décibels de sa sono toute neuve échouer à briser l'indifférence des ouvriers à son discours racoleur ! Il fallait voir le PC et la CGT mobiliser alors tout leur appareil pour diffuser leurs publications belles comme des catalogues de Noël... Il fallait les voir, PC et PS, après 6 mois d'escalade, préfabriquer la réconciliation de tous leurs élus et éligibles, en appelant solennellement au vote massif, 2 jours avant le second tour ! Effet de masse de ces super-prestations ? Et bien, on peut dire que la polémique PC-PS, pas plus que la fausse sortie unitaire du lendemain du 1er tour, n'a pas fait recette à la porte de Cléon. Il faut dire aussi qu'il y avait, en plein dans la mare, le pavé des maoïstes. Nous sommes venus prendre la parole, le midi, devant les ouvriers massés à attendre la sortie du poste, et cela à trois reprises:

-1) Le chômage à Renault, les élections avec les partis bourgeois tous prêts à défendre l'impérialisme: il n'y a rien à attendre de l'impérialisme, que la crise et la guerre. C'est toute la société impérialiste qu'il faut attaquer !

-2) Il faut renforcer le petit courant qui a pris position, à l'usine, contre la guerre au Sahara, en donnant pour le front Polisario lors de la collecte organisée par les maoïstes; il faut en finir avec les pratiques racistes dans l'usine. Ou bien on répète la triste histoire de la guerre d'Algérie, ou bien on combat à mort le chauvinisme et le racisme. Il n'y a pas 3 solutions !

-3) Un bon chemin a été fait depuis «élections-trahison» en 1968. Regardons bien le nouveau. Aujourd'hui s'abstenir, c'est pour le Parti de type nouveau. Pour cela, en avant pour une école ouvrière à Cléon !

A chacun de ces «discours aux ouvriers», c'est une écoute formidablement attentive chez les ouvriers, et l'impuissance ridicule des tentatives de chahut venant de la poignée de syndicalistes. Pour les masses, nous ne sommes plus seulement ceux qui résistent, à la porte de l'usine, pour imposer notre présence contre les brutes de la CGT. Nous venons, avec force, malgré notre petit nombre, parler de notre politique, l'exposer, et nous sommes écoutés, avec force aussi.

Elle est là, l'étape franchie lors de cette campagne: être reconnus comme porteurs d'une politique, d'une politique différente, mais d'une politique. Est là aussi la limite actuelle de notre travail, et ses tâches pressantes: inscrire cette politique dans l'intérieur des débats de masse et des enjeux de classe dans l'usine.

3) Le Comité P.R.O.P.V.

En campagne également, le comité PROPV: «l'abstention aux élections, nous nous y rallions, position dictée par les leçons que nous tirons de l'expérience des ouvriers et des paysans portugais et par notre propre expérience d'organisation internationaliste en France».

Autour des panneaux du Comité, sur le marché, au coeur du débat: le bilan du ralliement de masse, au Portugal, à Soares et à l'entreprise bourgeoise d'édification du parlementarisme. Mais c'est surtout, à partir d'images de la situation dans les campagnes portugaises et d'une exposition, la campagne d'étude et de débat sur le Portugal en 2 réunions, une en ville, une à la faculté. Force de la politique révolutionnaire au Portugal et force de ses leçons (leçons du



ROUEN : Expositions

25 Novembre, leçons des manoeuvres des partis bourgeois contre le mouvement paysan...). Selon un camarade, jamais encore venu ni à une réunion du Comité, ni à une réunion sur le Portugal, «le Portugal montre ce qu'est le maoïsme en train de se faire, et que cela ne se fait pas tout seul. Pour cela, les Comités PROPV sont très utiles»; à partir de quoi il demande à participer aux écoles des Comités.

4) Le G.E.R.M. dans les masses étudiantes

A la faculté, c'est le GERM qui est en première ligne. Les élections, bonne occasion d'interpeller chacun et chacune sur la politique à faire aujourd'hui. De là cet apparent paradoxe: c'est l'exposition du GERM pour l'abstention qui ouvre, dès les premiers jours de Février, la campagne électorale à la faculté!

Le point de départ: il faut réactiver le débat politique à la faculté. Le choix: une exposition qui analyse minutieusement, d'un point de vue maoïste militant, tous les partis et courants existants aujourd'hui et présents dans le concours électoral (bourgeoisie classique, PC, PS, trotskystes, «marxistes-léninistes» parlementaires, écologistes, Libération, nouveaux philosophes, groupes femmes) et qui explique pourquoi le GERM a décidé d'être partie prenante de la politique révolutionnaire du peuple, pratiquant cet engagement en s'abstenant dès le 1er tour.

Le jour où l'exposition envahit le hall de la faculté de Lettres, c'est plus d'une centaine d'étudiants et étudiantes qui viennent lire les affiches, toute la journée. Avec bon nombre d'entre eux, le débat politique aura lieu: «quoi faire, si on ne s'en remet pas au PS, au PC, on ne voit rien d'autre...».

«Et bien, justement, regardez le nouveau aujourd'hui, du côté du peuple et du prolétariat révolutionnaire; osez faire confiance à ce qui est nouveau même si c'est petit; reconnaissez qu'il existe des points d'appui organisés à l'autonomie du peuple... Au lieu, comme vous dites «d'aller voter, même blanc, parce qu'il faut bien faire quelque chose», abstenez vous et en même temps venez dans les combats contre les 2 bourgeoisies, dans les organisations du pôle maoïste».

C'est aussi le débat sur la nature des partis comme le PCP et le PCF, surgi lors de la présentation par le comité Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincre de son exposition; là, ce sont une cinquantaine d'étudiants qui remplissent le

hall pour suivre, en direct, la mise en déroute, par les maoïstes, d'un lamentable étudiant révisionniste qui s'était hasardé à lancer que les maoïstes étaient vendus au Figaro d'Hersant...

- les maoïstes: «Cunhal avait le MFA. Vous, aujourd'hui, en France, vous présentez comme parti parlementaire, parce que vous n'avez pas dans la police et dans l'armée de forces pour un coup d'État, mais votre vraie nature, c'est le putsch».

-aveu du révisionniste: «Eh oui, on ne peut pas tout avoir en même temps. Remarque, Cunhal avait pas les mairies...» (en coulisses, ses grands alliés de l'entre-2-tours, les trotskystes de la LCR, ne peuvent que se ronger les ongles).

5) La politique démocratique révolutionnaire

A partir de cette intervention à la faculté, vécue comme un point d'appui pour y voir clair, au coeur des débats durant ces semaines: la question du rapport des étudiants à la politique révolutionnaire du peuple, leurs hésitations à la reconnaître, à s'y engager, à tourner résolument le dos à la bourgeoisie impérialiste. Cela ne chemine pas vite, mais il y a du positif dans ce sens: par exemple, la signature de la pétition pour libérer Gildas le Coent par plus de 100 étudiants. En témoignent également les premiers contacts noués à la faculté par la Permanence anti-expulsion de Rouen, venue y pratiquer l'appel à rallier son combat pour organiser le camp populaire autour des ouvriers immigrés.

Justement, pour les camarades démocrates de la permanence anti-expulsion, le temps des élections est un temps fort pour pouvoir enquêter, se faire un point de vue sur la politique d'ensemble des maoïstes. De là, leur grande mobilisation pour le meeting du 25 Février, et le bilan enthousiaste qu'ils en font: le meeting a montré l'existence de la politique révolutionnaire du peuple et du pôle maoïste, que cette politique n'engage pas seulement les immigrés, mais aussi l'ensemble de la classe ouvrière, mais aussi le peuple des campagnes... Par le rôle joué dans les forums par les camarades immigrés des noyaux, on se renforçait sur l'importance du rôle des immigrés pour la révolution en France. Un de ces camarades de la Permanence dira: «quand je suis venu à la Permanence, c'était parce que j'étais humaniste. Maintenant, je me rends compte que, si on va jusqu'au bout, c'est de la politique révolutionnaire du peuple qu'il s'agit. Et maintenant, c'est là-dessus que nous devons avancer pour mener à bien notre travail».

REIMS. Nucléaire, lycées: s'abstenir c'est une politique

UN MEETING DU POLE MAOÏSTE SUR LE NUCLEAIRE

C'est important de faire connaître que c'est au nom d'une politique que nous nous abstenons. Le parlementarisme n'est jamais qu'une tentative d'assassinat de ce qui, dans le peuple, se déclare et s'organise en opposition irréconciliable avec la société impérialiste.

Quoi de plus net pour le montrer que le plus récent mouvement anti-impérialiste de masse: le mouvement anti-nucléaire?

A l'initiative de l'UCFML, un vaste appel est lancé sur la ville (usines, marchés, lycées, facs). 150 personnes vont y répondre ce 8 mars au soir. Intervention de l'UCFML et débat avec en clôture un petit film sur le mouvement anti-nucléaire en Alsace.

C'est un public en majorité jeune et qui s'interroge sur la manière dont le mouvement anti-nucléaire peut aujourd'hui s'inscrire dans la politique.

Trois points principaux ressortent du débat et des interventions:

- Sommes-nous bien convaincus de la nature impérialiste de notre société? Il y a encore des gens pour ne faire du nucléaire qu'une question scientifique ou même qu'une question d'énergie. La vérité est que le nucléaire est le choix obligé de l'impérialisme français s'il veut se redéployer avec quelques espoirs de succès dans la crise actuelle. Raisonner autrement, c'est se préparer à aller négocier avec l'État bourgeois ses choix énergétiques. Excellente occasion de démontrer que l'impérialisme sue tellement par tous les pores de cette société qu'il en devient le dénominateur commun des forces politiques, y compris de certains qui prétendent s'opposer à l'État.

- Le parlementarisme, c'est ce qui organise l'accord autour du maintien de cette société impérialiste et ce qui, dans ce cadre, règle les rivalités.

Seule une autonomie complète, en termes de programme, de projet de société et de parti peut assurer au mouvement anti-nucléaire une issue politique qui ne soit pas contraire à ses aspirations initiales.

- C'est pourquoi l'avenir du mouvement anti-nucléaire

est lié à l'abstention, c'est-à-dire à son développement sur le terrain de la politique révolutionnaire: discussion arrimée sur la grande armée fantôme de Malville, la nécessité du travail politique dans les campagnes, les CPAC ...

Discussion dont la conclusion est simple: il n'y a de conscience du parti que de conscience de l'impérialisme.

Les anti-nucléaires qui n'acceptent pas de ronronner dans la société impérialiste sont mis au pied du mur: ou la faiblesse politique du mouvement écologique ou la force de nos propositions.

UNE INTERVENTION EN MILIEU LYCÉEN

Une réunion style démocratique bourgeois à l'appel de lycéens, à Chalons sur Marne. Le procédé: chaque candidat, du RPR à l'UOPDP, passe à tour de rôle. Un quart d'heure de discours suivi d'une demi-heure de discussions. Entre chaque candidat: pains au chocolat et disques. 50 jeunes sont présents. L'UCFML n'est pas prévue au programme. Nous allons jouer les troubles-fête.

Au départ, un questionnaire de lycéens interpelle les partis sur le fait qu'eux ne sont que des consommateurs de leurs discours et s'inquiètent de savoir si, une fois élus, les candidats prendront toujours en considération les aspirations de la «base». Bref, une forte méfiance vis-à-vis des partis.

La tactique de tous les partis face à ce questionnaire, c'est la grosse ruse: se nier en tant que parti. On ne va jamais entendre parler autant «d'aspirations du peuple», de «prise en compte des individus»...

Passons sur le MRG. Après, le candidat UOPDP: «vive la lutte des femmes, des soldats, des écoles. Faire des Lip partout, la force à la base. Avec tout ça, un front, et hop: le socialisme!». Nous appuyons sur les questions des jeunes: «quand même, des luttes à la base, des comités de lycéens, est-ce que ça suffira? Et puis, des comités de lycéens, il n'y en a plus!», nous lui demandons si ça suffira tout ça pour aller au socialisme, s'il ne faudrait pas un parti, une révolution. Il est troublé le candidat UOPDP.

Trouble aussi dans la salle qui se retourne vers nous: «Alors, il faudra un parti?», tout ça c'est la question du parti de type nouveau? De la politique révolutionnaire de l'ensemble du peuple? Mais, alors, vous, vous voulez la révolution?».

C'est comme cela que dans cette ville calme aux meetings électoraux bien ternes, nous sommes apparus comme les seuls révolutionnaires vivants encore sur notre petite planète française. Mais qui êtes-vous? Que faites vous? Vous êtes une force? Le meeting sur le Sahara, la manifestation sur la Tunisie, Malville, vous y étiez? Et l'expulsion des immigrés...

L'animation gagne la salle, les organisateurs ont beau avoir les yeux fixés sur la pendule et crier «c'est fini». Au 1er étage, pains au chocolat, au 2ème rock, au 3ème folk et en bas, cela continue à discuter autour de la table de presse: les nouvelles brochures, le journal, les affiches de nos manifestations.

La candidate PS. Elle faisait la couverture d'un journal féministe du mois. Instruite par l'expérience de son prédécesseur, elle attaque d'emblée: «C'est vrai, on est un parti, et on veut le pouvoir, mais on ne vous oublie pas». Et d'expliquer tout le système parlementaire, tout ce qu'elle fait: chaque jour des réunions dans un quartier, un village. «Et je vous promets, si je suis députée, je ne resterai pas tout le temps à Paris! Je viendrai vous voir...».

Le seul problème qu'elle avoue elle-même: il n'y a personne à ses réunions! Ça c'est intéressant. Pourquoi? Quelques lycéens risquent: «les gens sont conditionnés par la télé...», mais la majorité rétorque: «c'est pas intéressant vos réunions, c'est pas ça la politique; et puis qu'est-ce qu'il veut au fond le PS?».

Là, on intervient: l'Algérie, le Sahara, le nucléaire, Croissant.

Le PC se présente comme le «parti de toutes les revendications et de la démocratie». Scepticisme dans la salle, ça va mal se passer. On repart à l'attaque: les immigrés, le nucléaire, les expulsions, Croissant. Furie!: «je ne répondrai pas sur ces points, vous êtes des agents du capital privé!».

Au fil de ses interventions, l'UCFML est ainsi perçue comme la seule organisation à s'abstenir, la seule organisation à ne pas être un parti, mais à en vouloir un, la seule organisation à vouloir faire la révolution.

Des questions dans tous les coins à la fin: le maïsisme? Le parti de type nouveau? La Révolution Culturelle? Et les lycéens dans tout cela?

A POURSUIVRE ...

CHALON-SUR-SAONE : Mammouth assassin !

Les murs de la ville se couvraient déjà d'affiches, la campagne électorale des politiciens commençait.

Le vendredi 20 Janvier, nous sommes au tribunal de Chalon/Saône pour soutenir un militant anti-nucléaire trainé en justice par la Mairie PC/PS de Chalon pour avoir bombé sur les murs des slogans du style «A Malville, ils ont tué, PS complice». Il en sera quitte comme les jeunes paysans du Val de Saône, pour une expertise des dégâts.

A ce procès, nous apprenons qu'une jeune lycéenne s'est suicidée après avoir été surprise à faucher dans un grand magasin. Le torchon local, le «Courrier de Saône et Loire», écrit: «découvrant toute la laideur de son geste, elle préféra se donner la mort en se jetant dans le Canal du Centre».

Dans le quartier de la jeune fille, on dit: «on l'a poussée au suicide». Partie avec ses deux petites sœurs à Mammouth, elle est surprise à faucher une bricole; elle veut payer mais la direction du magasin préfère garder les deux petites et l'envoyer chercher son père. On la retrouvera dans



Contre Mammouth, le 25 Janvier 1977.

le canal. Dans le quartier, l'émotion et la révolte sont grandes contre les méthodes de ces grands magasins, leur mépris du peuple, leur vol légal sur les produits ; les gens disent : «il faut agir contre Mammouth». Le CPAC appelle à un rassemblement devant le magasin avec des gens du quartier le mercredi 25 Janvier.

200 à 250 personnes répondent à l'appel : des ouvriers de toutes les nationalités, des femmes, des jeunes, des démocrates. Ce rassemblement est un grand moment de dignité et d'émotion populaire face à la pourriture de cette société qui pousse des jeunes de 16 ans au suicide. On fait une collecte pour aider la famille, des gens se proposent pour l'apporter. On rentre dans le magasin truffé de flics en civil. Après une prise de parole en direction des caissières, on va bloquer la cafétéria aux cris de «Mammouth assassin». Puis on encercle le bureau d'accueil pour faire cesser cette musique d'ambiance qui montre que ces gens-là n'ont aucune dignité, sont de sinistres crapules. Devant la colère du peuple, la musique est arrêtée, tout ce qui est flic en civil, direction du magasin est pris à partie par les manifestants. Que tous ces gens prennent garde ; le peuple ne laisse pas assassiner impunément ses enfants.

Pendant ce temps-là, la «gauche», ses syndicats et ses gauchistes vaquent à leurs occupations électorales. Malgré de grandes déclarations à la presse sur «une grande manifestation et un boycott», la montagne accouchera d'une souris : un tract minable trois semaines après ! La palme revient au PCF : «... Voilà ce que MM Giscard, Barre, Ceyrac nous réservent. Voilà les vrais responsables de la mort d'une jeune chalonnaise de 16 ans». Deux logiques : la logique des élections et la logique de la politique du peuple.

LES CORBIERES : le peuple des vignes discute de la révolution

Le peuple des campagnes est une force politique importante pour la révolution, voilà ce que confirme la campagne des maoïstes pour l'abstention dans les Corbières.

Autour de l'idée d'abstention pour les élections législatives et du renforcement du pôle maoïste, 2 réunions publiques se sont tenues dans les Corbières.

Ces réunions ont regroupées à chaque fois vingt personnes, sur des petits villages de 100 habitants. A une réunion, il y avait essentiellement des jeunes, étudiants à la ville ou chômeurs, qui veulent rester dans leur village ; dans l'autre village, essentiellement des paysans.

A ces réunions, ce qui a été débattu, c'est quelle politique faire. Après s'être unifié sur l'idée qu'effectivement, il faut résister aujourd'hui à la désertification des Corbières, ce qui était mis en avant tout de suite c'était : pour transformer les campagnes, pour qu'elles ne deviennent pas un désert pour le peuple, pour que ce soit le peuple qui applique sa volonté suivant ses intérêts, il faut détruire cette vieille société pourrie telle qu'elle existe aujourd'hui. Et cela était très vivant avec les jeunes : pour pouvoir rester au pays, c'est vrai qu'il faut résister, qu'il faut riposter du tac au tac à la bourgeoisie, mais cela n'est pas suffisant. Et c'est là-dessus que se sont tranchés les camps, c'est sur les vrais problèmes de la politique aujourd'hui et de l'antagonisme à la société impérialiste que les différences sont apparues : pour ou contre la société impérialiste, pour ou contre la révolution des ouvriers et des paysans.

Les paysans eux posaient les questions de l'édification du socialisme à partir des exemples existants déjà : Russie et Chine.

Et là aussi, on était au plus près, au plus haut de la politique révolutionnaire : détruire la société impérialiste, d'accord ; mais qu'est

On retrouve cette opposition sur la question des expulsions de camarades immigrés. Pendant toute cette période, le pôle maoïste et la permanence anti-expulsions poursuivent leurs efforts pour le développement d'une force anticapitaliste. Dans une réunion électorale de «Lutte Ouvrière» et dans une de «l'UOPDP», on nous répond sans complexes que «la question des immigrés n'est pas le problème principal pour la classe ouvrière». Quand on fait cuire sa petite soupe électorale, on ne peut pas voir ce qui se passe dans le peuple, on méprise le peuple.

La bourgeoisie a vraiment peur de la politique du peuple. Quand le candidat PCF veut tenir son meeting sur le marché et que le pôle maoïste est là comme chaque dimanche, il n'ose pas. «Faire payer les riches !». A Chalon, c'est le peuple qui paie avec les lourds impôts le terrain de golf, les rues piétonnes de la mairie PC/PS !!!

Quand le PS vient à la porte de Creusot Loire au moment d'une intervention du noyau ouvrier maoïste avec prise de parole, le PS ne sait plus où se mettre quand on parle de l'Algérie, des impôts municipaux, et dit : «si vous aviez été à notre place» !!!

Tout le pôle maoïste s'est mobilisé à cette occasion, a été largement écouté partout, établissant de solides arrières pour mener le débat après les élections. Néanmoins, le travail du pôle a présenté des faiblesses : le CPAC a trop séparé la politique révolutionnaire de la question des élections, l'UCFML n'a pas su trouver tout à fait le style de masse pour poser la question du parti. Faiblesses qu'il faudra résoudre dans le débat post-électoral qui s'annonce déjà particulièrement intéressant.

ce qu'on met à la place et quelles sont les garanties contre un retour en arrière ? Voilà sur quoi portait la réunion.

L'expérience révolutionnaire du peuple Chinois a été longuement discutée, avec comme point fort le rôle des paysans dans la révolution, la transformation des campagnes par et pour le peuple.

Et surtout, la révolution culturelle qui apparaît après débat comme la seule réponse à ceux qui veulent un retour en arrière. La révolution culturelle qui permet d'attaquer les bourgeois qui se disent communistes. La révolution culturelle qui permet d'avancer dans la résolution des 3 grandes différences : villes/campagnes, travail manuel/travail intellectuel, ouvriers/paysans.

Dans ces réunions, l'idée qu'existe réellement un peuple des campagnes, et que c'est cela la force aujourd'hui dans les campagnes, était une idée forte. Les campagnes, le fait qu'elles deviennent un désert, que les paysans pauvres soient éliminés, ce n'est pas seulement le «problème des paysans» comme certains ont tendance à le croire, mais bien le problème de tout le peuple, et de quelle politique révolutionnaire mettre en avant pour tout le peuple.

Ces réunions confirment une chose : le peuple des campagnes a une place importante dans la révolution, et il se saisit des vraies questions d'aujourd'hui : la direction du prolétariat sur le peuple, le Parti de type nouveau, la lutte contre les nouveaux bourgeois.

Tout cela est d'autant plus fort dans les Corbières que le bilan de masse sur Montredon n'est pas encore tranché, que les gens les plus avancés n'ont pas encore un point de vue fort dessus, même si, pour beaucoup, les paysans pauvres à Montredon se sont faits troué la peau pour les intérêts des paysans riches. C'est pourquoi aujourd'hui, c'est directement la politique qui est à l'ordre du jour dans les Corbières, qui est au coeur de tous les débats.

LES COMITES

PORTUGAL ROUGE OUVRIER PAYSAN VAINCRA

(P R O P V)

La campagne des Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra a donné lieu, dans la période des élections, à 13 réunions de masse: 6 en province, et 7 dans la région parisienne. Au total, près de 500 personnes ont participé à ces réunions: pour une part des camarades du pôle maoïste; pour la majeure partie des camarades entièrement nouveaux, tant par rapport aux Comités que par rapport aux autres organisations du pôle. Cette campagne a donc représenté une extension significative de la base de masse des Comités - en particulier dans la jeunesse et auprès des camarades ouvriers des usines.

Au cours de ces réunions, nous avons projeté 2 films (sur la situation dans les campagnes au Sud et au Nord du Portugal): «De Sol à Sol», et «Terra de Abril». Nous nous sommes appuyés aussi sur 2 montages de diapositives, réalisés par les Comités PROPV: l'un sur le mouvement de masse politique des travailleurs agricoles du Sud; l'autre sur l'histoire des Commissions de Travailleurs.

Tout cela a débouché soit sur la convocation de nouvelles réunions de masse pour poursuivre le débat politique sur les leçons du Portugal; soit sur l'engagement de discussions avec, selon les cas, un, deux, ou trois nouveaux camarades, dans la perspective d'une école d'unification aux Comités.

Nos propositions d'étude de la situation de classe au Portugal ont été reprises avec enthousiasme: débats autour des panneaux de nos expositions; débats dans les forums. Un peu partout, l'objectif des réunions est passé de «on s'informe sur le Portugal», à la discussion politique sur les leçons du Portugal, sur leur application et leur utilité pour la politique révolutionnaire du peuple en France.

Cette campagne marque donc un progrès dans l'appropriation de masse du projet internationaliste des Comités, de sa nouveauté politique.

Quant au contenu: ce sont le plus souvent quelques leçons importantes de la situation de classe dans les campagnes, du mouvement de masse politique des paysans du Sud, qui ont été au cœur des débats. Ceci tient au matériel de propagande dont nous disposons sur cette question (films, diapositives, brochures) et à l'enquête maoïste détaillée que les Comités avaient pu mener en 1977 au Portugal, sur 4 coopératives agricoles de production.

Mais l'ensemble des réunions a montré que l'intérêt de masse pour la politique révolutionnaire du peuple au Portugal touche à toutes les questions: la nature des politiques anti-populaires du PC et du PS, l'histoire du rapport de masse à ces partis et au parlementarisme est une question que la rivalité PC/PS en France avait rigoureusement remise à l'ordre du jour.

Les Commissions de Travailleurs ont fait l'objet de vifs débats dont l'enjeu était de savoir si l'on pouvait s'appuyer sur elles, sur leur existence de masse à grande échelle, pour avoir confiance dans les capacités politiques du prolétariat, ou si elles se réduisaient à des organisations néo-syndicales. Sur la façon dont le pôle maoïste intervient dans la politique révolutionnaire du peuple, sa nécessité apparaît comme une question interne, concrète, au renforcement de cette politique, le débat, à l'initiative des Comités, ne faisait encore que commencer.

Le succès de ces réunions est certes un résultat de l'ensemble du travail de masse des Comités depuis 1975. Mais, dans la conjoncture des élections, il a reposé sur la façon dont les Comités PROPV se sont ralliés à la directive d'abs-

tention des maoïstes de l'UCFML. Dans nos tracts comme dans les réunions, nous avons toujours expliqué notre position sur ce point: c'est-à-dire comment notre expérience politique, en France et sur les enseignements du Portugal, nous conduisaient à être d'accord avec cette directive, et à nous abstenir au 1er comme au 2ème tour. De nouveaux camarades sont donc venus débattre de cette expérience, en connaissant les conclusions politiques que nous en tirions en France pour les législatives: d'où l'attention portée par eux aux panneaux sur le rapport du PCP au pouvoir d'État; sur la politique anti-populaire du PS et les dangers du ralliement de masse au parlementarisme; sur le bilan du soutien maoïste à la candidature Eanes; sur l'échec radical de la ligne du «soutien critique à la gauche» tentée par le FUR et les SUV en 1975.

Dans le travail de masse des Comités, le ralliement à la directive d'abstention a eu pour principal effet:

-1) de réorganiser l'ensemble des leçons actuelles que nous dégageons du Portugal:

Nous pouvons reformuler les leçons du Portugal de façon vivante, dans la conjoncture actuelle autour des 3 axes suivants:

LES MASSES PEUVENT S'EMPARER DE LEURS TACHES RÉVOLUTIONNAIRES:

-1) bien sûr si elles ne s'engagent ni dans le renforcement du PC ou du PS, ni dans la politique de soutien critique (SUV, GDUPS, etc...); nous devons montrer qu'il y a là-dessus, au Portugal, matière à se faire un point de vue vraiment fondé (PC au pouvoir, PS au pouvoir, 25 Novembre 75); et qu'il faut saisir les masses en France de ce bilan, pour combattre tout RALLIEMENT populaire à Marchais ou à Mitterrand, ralliement liquidateur de l'autonomie politique du peuple telle qu'elle a commencé à exister en France depuis 68.

-2) si elles développent:

- des organisations du type des organisations de la volonté populaire (Commissions de travailleurs), comme émanation organisationnelle des mouvements de masse politiques.

- l'unité de conscience sur les questions de la politique d'État (points du rapport au MFA/25 Novembre/ralliement au PS).

- l'intervention des paysans et du peuple des campagnes dans le processus révolutionnaire et la pratique de l'alliance ouvriers/paysans (Sud, Nord).

- la nécessité du pôle politique maoïste, le lien entre son existence et le développement (ou la liquidation) de l'autonomie politique de masse. Leçons du 25 Novembre et des années 76/77.

-3) si, quand la question du pouvoir d'État est en jeu, elles ne s'engagent ni dans le système politique parlementaire (expérience du soutien à Eanes); ni dans la logique putschiste de la nouvelle bourgeoisie (et dans la dépendance par rapport à telle fraction de l'armée bourgeoise qui va de pair), (expérience des SUV et du 25 Novembre).

L'histoire du Portugal montre qu'il y a deux dangers qui font partie des conjonctures politiques de notre temps:

-a) face aux éléments de guerre civile contre-révolutionnaire, la dissolution dans le parlementarisme (dont le PS apparaît comme le porteur privilégié). En effet, en 76/77 au Portugal, le parlementarisme s'édifie terme à terme CONTRE la politique révolutionnaire du peuple. On peut montrer cette alternative, son actualité.

-b) la coexistence du projet social-fasciste putschiste et du mouvement de masse peut conduire à confondre une situation de putsch social-fasciste et une situation insurrectionnelle, à prendre le premier pour le deuxième. D'où l'importance de populariser soigneusement ce qu'il en est des critères de situations insurrectionnelles et de combattre les illusions «apartidaires» (qui se développent dans cette sorte de conjoncture).



Une séance de travail collectif sur les leçons du Portugal (Forums du 18 / 3 / 78)

-2) de nous réinterpeller, en nous permettant de trancher de façon fondée, sur l'expérience du soutien maoïste à la candidature Eanes:

On connaît 2 exemples significatifs de participation électorale révolutionnaire en Europe: l'Italie et le Portugal. Dans le cas de l'Italie, la participation électorale de tout le mouvement révolutionnaire Italien a contribué activement à sa liquidation politique.

QUANT AU PORTUGAL, NOUS SOMMES AUJOURD'HUI EN ÉTAT DE FAIRE UN BILAN DE LA CANDIDATURE ÉANES, ET COMPTABLES DE CE BILAN.

En 76, le soutien maoïste à cette candidature a été l'objet d'attaques droitières amalgamant Eanes et les fascistes, et faisant campagne sur l'inexistence des maoïstes comme pôle révolutionnaire authentique. En politique, les attaques débouchaient soit sur le soutien à la candidature Carvalho, soit sur le ralliement pur et simple à la nouvelle bourgeoisie, soit encore sur l'abandon de l'internationalisme prolétarien à propos du Portugal sur la base d'un jugement hâtif sur le MRPP.

La candidature Eanes a pu un temps faire illusion. Parce qu'au Portugal, le parlementarisme était en voie d'édification: que, dans la situation historique, le soutien à la candidature Eanes pouvait sembler participer d'un mouvement démocratique contre le fascisme et le social-fascisme.

L'analyse des maoïstes qui soutenaient cette candidature était qu'Eanes représentait une fraction de la bourgeoisie nationale, avec laquelle il était possible de s'allier, contre les autres forces bourgeoises (dans le cadre du processus de «révolution démocratique et populaire»).

Les faits n'ont pas, à notre avis, confirmé cette analyse. Et nous pensons être aujourd'hui en état de dire qu'il s'agit là en définitive d'une ERREUR des maoïstes.

D'une part, sans nous substituer au MRPP, nous pouvons dire que nous n'avons pas au cours de nos enquêtes (en particulier de l'été 1976) rencontré de point de vue de masse confirmant qu'il y aurait eu des illusions sur les élections, et sur la nature des candidatures en présence. Carvalho et Eanes apparaissent principalement comme des militaires, comme une force hétérogène aux masses, et dont il fallait attendre de voir ce qu'elles feraient d'autre que le MFA.

D'autre part, Eanes, dans les faits, n'a pas été un défenseur des acquis démocratiques révolutionnaires. Il n'a ni protégé les Commissions de Travailleurs (CT), ni défendu la réforme agraire paysanne; en dernier ressort, il a entièrement appuyé la politique antipopulaire de Soares.

Nous pensons qu'en définitive, il y a eu confusion entre bourgeoisie nationale et bourgeoisie tenant du parlementarisme (contre le putschisme social-fasciste et le danger fasciste). L'oeuvre essentielle d'Eanes a été d'intervenir dans ce but: isoler l'armée des débats politiques; priver fascistes et sociaux-fascistes de leurs capacités de conspirer et faire des putschs. En ce sens Eanes reprend le projet initial du MFA, et le mène à bien, dans une période de transition, ou le régime demeure mi-civil, mi-militaire.

Dans l'ensemble (surtout dans la période de bilan du 25 Novembre), le soutien à cette candidature n'a produit aucun renforcement des masses révolutionnaires. La conclusion qu'il faut en tirer, c'est que lorsqu'il s'agit du POUVOIR D'ÉTAT, les masses révolutionnaires ne peuvent pas être engagées dans le soutien à des forces bourgeoises, quelles qu'elles soient, a fortiori quand la question nationale, en terme de LIBÉRATION nationale, ne se pose pas. Ajoutons que la question de l'existence d'une bourgeoisie nationale aujourd'hui est une question largement débattue et controversée.

Ce bilan fait partie désormais des leçons du Portugal que nous populariserons.

-3) de renforcer notre détermination à faire connaître du Portugal non seulement la politique contre-révolutionnaire des 2 bourgeoisies, mais surtout, à mettre au centre de tout, l'existence au Portugal de la politique révolutionnaire du peuple, à une échelle toute nouvelle en Europe aujourd'hui.

Les Comités PROPV ont également participé à la riposte immédiate contre l'invasion et l'occupation du Sud-Liban par l'armée sioniste, contre la tentative de «régler» par un génocide le sort du peuple Palestinien. Nous sommes intervenus par panneaux dans le cadre de notre campagne, par appels à se mobiliser pour toutes les initiatives de solidarité avec les peuples Palestiniens et Libanais; une délégation de camarades des Comités de Paris et de province était présente dès le 1er rassemblement devant le siège de l'OLP à Paris.

Le Portugal est, depuis 1974, une source ininterrompue de renforcement pour la politique révolutionnaire du peuple ici en France et dans le processus du pôle maoïste. Cette campagne l'a montré avec force.

Pour que notre travail d'internationalisme prolétarien s'étende, il faut développer l'organisation des Comités: il faut qu'ils grandissent en nombre, et qu'ils couvrent de nouveaux lieux d'intervention. Nous nous fixons d'avancer dans cet objectif d'ici l'été, en consolidant les acquis de la campagne.

SUR LE FRONT DE CLASSE DES IMMIGRÉS

MARTIGUES : les bistrots racistes doivent mettre la clef sous la porte

Le samedi 25 Février, vers 19 heures, au bar PALACE, à Martigues, un ouvrier tunisien, CHERNI Naceur, est roué de coups par le gérant et se retrouve dans la rue après avoir été projeté à travers la vitre : nez cassé, nombreuses blessures, notamment aux yeux, arrêt de travail... voilà comment, aujourd'hui, en France, on traite les étrangers dans des établissements où on entend sélectionner la clientèle sur des critères de nationalité ou de couleur de peau.

Immédiatement, c'est la révolte. Une quinzaine d'immigrés vont trouver le gérant ; brandissant un pistolet d'alarme, celui-ci ne fait que confirmer son acte et en promet d'autres : «jusqu'à l'extermination de tous les arabes !».

Cette arrogance, l'impunité légendaire de «Claude», le gérant, cela ne fait qu'augmenter la révolte : dans l'année c'est plus de 20 immigrés qu'il a «tabassés», pourtant, jamais d'ennuis avec les flics. Ce petit «caïd» Martégal a des appuis solides : même lorsqu'il agresse un artiste algérien, lors du festival de Martigues, beaucoup de gens s'indignent, les journaux en parlent, mais lui en rigole. D'ailleurs c'est bien connu, pas la peine de déposer plainte, au commissariat on vous en dissuade et si vous êtes têtu, comme cet ouvrier algérien, il y a quelques mois, quelques chantages subtils dont seuls les flics ont le secret vous feront revenir sur votre décision. D'ailleurs, on vous le dit, si vous ne le saviez pas : il est professeur de karaté, si vous lui cherchez des ennuis, il vaut mieux pour vous ne pas le croiser dans la rue. Quant à la Mairie, il y a là-dessus un point de vue populaire : «Claude ! Ah ! Il y a bien longtemps qu'il «s'achète» le Maire».

a) De la colère à la riposte : direction du noyau communiste

L'agitation s'amplifie, la révolte augmente : à 10 heures, le soir, c'est 40 immigrés qui font face au bar ; deux idées s'affrontent vivement :

- dès ce soir, on lui casse la gueule, on met le bar à sac.
- non ! Il faut faire des tracts, contacter les maoïstes, en parler à tout le monde, organiser une riposte d'ensemble.

En délégation les immigrés vont successivement au commissariat et à la mairie ; partout le même discours, la première idée est fermement soutenue : «on veut que justice soit faite, inculpez Claude», réponse : «Mais non, mais non ; il fait sa loi, faites la vôtre, cassez son bar vous avez raison» et le maire de préciser : «ne vous inquiétez pas, je vous couvre !» C'est énorme, c'est la grosse provoque. Cela déchaînera les débats jusqu'au dimanche soir où finalement on décide de contacter les maoïstes pour organiser la riposte. En fait, c'est l'organisation de type noyau communiste, en cours de constitution, qui est contactée et qui dirigera de bout en bout la mobilisation et l'unification des ouvriers à un projet de CPAC. Deux points unifiés l'ensemble des ouvriers qui se réunissent avec le noyau :

- riposter immédiatement et politiquement, montrer que le camp des anti-racistes sait se mobiliser vite : un tract est rédigé collectivement, la manif : il faut la faire mercredi et face au bar.
- en faire l'affaire de tout le peuple, interpellier les français, trancher les camps. Pendant trois jours ce sera la mobilisation générale, des groupes iront sur les foyers, sur les usines, dans les bars, dans la rue ; tous les soirs des réunions très larges se tiennent, on y fait le point, le bilan des diffusions, on pré-

pare la manif ; ce sera aussi l'occasion d'approfondir les débats sur la nécessité d'un CPAC. Le noyau insiste beaucoup sur ce point, expliquant longuement que sans organisation politique du peuple, il ne peut pas y avoir de victoire à long terme. Plusieurs idées unifiées certains ouvriers : on ne s'attaque pas à un bar seulement, c'est au racisme sous toutes ses formes qu'il faut riposter ; on n'est pas un syndicat d'immigrés, même si nous ne sommes que des immigrés aujourd'hui, c'est tout le peuple que nous défendons : il faut rallier des français, il faut faire une politique contre tout ce qui attaque le peuple, la question des foyers Sonacotra, des gérants racistes, de l'intérim, sont débattues.

Après une manifestation, appelée le 11 Décembre par les maoïstes de l'UCFML, contre les décrets Stoléru, et qui avait regroupé jusqu'à une cinquantaine de personnes, français et immigrés, pour la première fois dans la rue, à Martigues, une permanence anti-expulsions est née ; à sa mesure, elle a appelé elle aussi à la manifestation du mercredi, intervenant dans la rue et aux lycées.

Quant aux autres «révolutionnaires» : HR, PCR, LCR, OCT, etc... trop occupés, à 10 jours des élections, par leur collaboration de classe à l'État parlementaire impérialiste, concoctant chacun dans leur coin leurs meetings électoraux, battant la campagne pour récolter de ci de là quelques voix pour les candidats à la révolution, croyez bien sincèrement que nous avons eu toutes les peines du monde à les contacter, peine perdue d'ailleurs, AUCUN n'a rallié l'appel à la manif ! Pas étonnant, n'importe quel révolutionnaire un peu conséquent sait qu'aujourd'hui on ne peut pas à la fois faire la ronde sur la scène parlementaire en tenant par la main tous les partis bourgeois, dans les flons flons des discours nationalistes et chauvins, même quand on n'est invité qu'au bal du dimanche du premier tour, et en même temps prendre la rue contre les crimes et les agressions racistes de l'État parlementaire impérialiste : aujourd'hui, il faut choisir.

b) Flics des deux bourgeoisies

LE SOIR DE LA MANIF : les flics de Giscard, les flics de Lombard (maire PCF) seront main dans la main pour protéger les cafés racistes et réprimer le peuple.

150 à 200 immigrés répondent à notre appel, une vingtaine de français seulement dans les cafés, sous les porches, dans les couloirs d'immeubles, sur les placettes environnantes, par groupes de 5, de 10, c'est bien une force qui est là ; OUI, nous étions 200, tous les ouvriers le confirmeront. Seulement, en face de nous, ce n'est plus un gérant de bar que l'on doit affronter, c'est tout le camp des racistes, c'est l'État qui les protège, c'est à lui qu'on a affaire ce soir : deux cars de CRS, fusil à l'épaule, arpentent le cours du 4 Septembre, au Palace une trentaine de fascistes montent la garde, eux aussi ont répondu à l'appel, ils sont là, en toute impunité, protégés par les cars de la police municipale, armés de pelles et de manches de pioches. Ces choses là, cette réalité de l'État impérialiste au service des racistes, c'est tout le peuple qui a pu la voir, et ceux qui n'avaient pas les idées claires ont pu juger sur place. Au local public de la permanence anti-expulsions, les flics montent la garde, on aurait dit l'entrée d'un ministère, les RG tenteront sans succès de coincer des maoïstes, jusque tard dans la nuit tout ce beau monde patrouillera dans toute la ville. Devant ce rapport de forces dé-

favorable, la manif n'est pas tenue, c'est un choix politique qu'ont fait les maoïstes. Ce soir-là, le camp du peuple a pu compter sa force, voir qui était là, nouer de nouveaux contacts, il a pu mesurer aussi la force réelle de son ennemi, sa nature anti-populaire. Des groupes d'ouvriers resteront jusqu'à minuit, y compris devant le bar pour montrer leur détermination. Pendant ce temps-là la permanence anti-expulsions tenait sa première réunion publique appelée bien avant l'agression de CHERNI. En tout, 21 personnes sont présentes, majorité de français dont certains étaient à la manif. Un large débat s'ouvre sur la politique des permanences anti-expulsions, leur rôle particulier, leur réalité, des contacts sont pris, plusieurs rallieront la permanence.

c) Une victoire

Le lendemain et pendant plusieurs jours, tout le peuple de Martigues parle du racisme, de quelle politique il participe ; la bourgeoisie elle-même est obligée d'intervenir dans ce débat, les actualités télévisées régionales, la presse locale, tentent de justifier l'énorme dispositif policier qui dans cette petite ville a choqué beaucoup de monde.

Jeudi, le lendemain de la manif, c'est une immense joie qui s'empare du camp du peuple anti-raciste et de tous les immigrés, ceux qui se sont levés tôt ont vu le PALACE fermé et outre un bombage anti-raciste tracé par une main inconnue et sympathique, une grosse affiche couvre la porte : CHANGEMENT DE GÉRANT.

C'est le vendredi matin que sous l'œil amusé de quelques immigrés au chômage qui flanaient sur le cours du 4 Septembre, un certain Monsieur Claude, gérant de café de profession, karatéka à ses heures, raciste incorrigible, célébrité locale du camp bourgeois, tout peneau et à la sauvette, empilait une à une ses caisses de bouteilles sur un camion, il est parti, personne ne l'a jamais plus revu...

d) Bilan dans tout le pôle maoïste

Aujourd'hui pour les maoïstes de l'UCFML, tirer le bilan, c'est avant tout renforcer les organisations du pôle maoïste, et surtout le CPAC, tous ces processus sont aujourd'hui en chantier et soumis à un réel travail de bilan politique autour de questions importantes :

. Pour l'ensemble des ouvriers révolutionnaires regroupés autour du projet de CPAC, il y a deux questions importantes qui sont débattues :

- diriger le bilan politique au niveau des larges masses, cela

c'est à la fois clair et simple.

- clarifier ce que doit être une véritable organisation politique révolutionnaire et en quoi elle est différente d'une organisation de masse ; c'est l'avancée sur cette question qui doit déterminer l'existence authentique du CPAC ; au cours de toute la mobilisation, à travers 5 ou 6 réunions, c'est plus de 30 ouvriers qui ont dit être d'accord avec le projet du CPAC ; cependant tous ne sont pas prêts à être des militants de ce projet, certains se contentent de diffuser les tracts et sont toujours d'accord quoi que dise ou fasse le noyau ; pour le CPAC, avoir des militants qui pensent et réfléchissent les questions politiques, c'est la manière de montrer qu'on n'est pas un syndicat ; cette différence doit être sanctionnée de manière organisée, le CPAC d'un côté, une école politique large de l'autre semble être la réponse dans l'étape.

D'autres questions restent ouvertes, comment rallier l'ensemble du peuple au projet du CPAC ; cela nécessite que le CPAC parle et agisse contre tout ce qui attaque le peuple, qu'il s'empare de toute la politique, même si pour l'instant il n'est composé que d'immigrés, d'ouvriers ; le racisme, l'intérim, le chômage et le logement sont les points débattus actuellement.

Comment rallier les français dans le combat prolongé contre le racisme reste un problème.

. Pour le noyau communiste : il a dès le départ fonctionné comme avant-garde de la classe et dirigeant de tout le peuple sur cette affaire : c'est en tant que tel qu'il était reconnu et interpellé ; mais aujourd'hui, le noyau doit avoir une politique propre correspondant à ce que l'ensemble du peuple et surtout la classe ouvrière exige de lui ; il doit avoir la maîtrise et la conscience politique de ce qu'il est dans les faits au regard de la classe, du peuple, surtout, il doit en avoir la pratique politique correspondante, cette tâche ne peut pas se réduire à l'édification du CPAC, sinon le noyau s'y fonde ; Aujourd'hui cela passe par la capacité à intervenir dans toute la classe ouvrière pour avancer sur l'unité entre le prolétariat fondamental et l'aristocratie ouvrière qui fait masse dans la région. C'est là que se trouve la réponse politique au fort isolement des immigrés dans le peuple ici dans la région. Pour cela, il y a des points d'appui solides, comme les révoltes de l'aristocratie ouvrière contre le social-fascisme (Naphtachimie par exemple), mais il y a aussi des points faibles, la tradition anarcho-syndicaliste et le chauvinisme et racisme inouï de l'aristocratie ouvrière ; le tout est d'intervenir dans ce débat de diriger ce mouvement du point de vue de la politique du prolétariat, de rallier au noyau, notamment des ouvriers français.

PARIS EST : fascistes, le peuple vous chasse de la rue !



Manifestation
anti-fasciste
dans le
quartier
Voltaire

T.S.U.P .../...

Depuis plusieurs mois, sur une place du quartier de la Bastille, une dizaine de fascistes essaient d'intervenir régulièrement tous les samedis après-midi : tracts et journaux racistes, insultes sexistes, agressions contre des immigrés, les jeunes aux cheveux longs...

Il faut dire que depuis quelques temps ressurgissent leurs affiches et bombages ignobles. Le plus grave, c'est l'attentat contre un foyer de travailleurs africains (3 morts, 60 blessés).

Dès le début c'est la révolte contre la terreur qu'ils font régner ; des habitants du quartier, inorganisés, des écologistes comme l'ensemble du pôle maoïste et les permanences anti-expulsions sont mobilisés ; les autres organisations sont absentes ; élections obligent !

La volonté d'unité, d'alliance entre tous ceux qui sont révoltés par cette terreur fasciste permet de créer un rassemblement anti-fasciste. On peut noter qu'HR se retirera parce que le deuxième tract ne parle pas du social-fascisme. Vive le sectarisme qui permet de rester dans son lit quand les fascistes paraded !

SUR L'UNITÉ DU CAMP ANTI-FASCISTE

Après des appels dans les quartiers, les foyers, lycées, se tiennent les premiers rassemblements anti-fascistes sur la place.

C'est vrai, l'unité politique n'est pas encore claire, certains ne venant que pour empêcher l'aspect terroriste des fascistes. Mais il y a beaucoup de débats sur la place : les vieux qui rappellent leurs luttes, les immigrés heureux de voir une opposition réelle aux racistes, les jeunes des lycées révoltés par le racisme ; et puis beaucoup de monde s'attroupe, discute, se joint au rassemblement.

Après une intervention où nous sommes restés face à face avec les fascistes a lieu une première clarification qui porte sur la nature des fascistes aujourd'hui : un des bras armés de l'État impérialiste français, qui trouve aujourd'hui un terrain de prédilection à son développement ; à la barbarie impérialiste (guerre au Sahara, mesures Stoléro) correspond leur volonté d'embrigadement d'une partie du peuple autour de slogans tels que «les paras au Sahara», «du travail aux français», «immigrés hors de France».

Dans le débat interne au rassemblement, les maoïstes interviennent sur la nature des fascistes. On se met alors d'accord : ce n'est pas la terreur des fascistes qu'il faut empêcher, mais leur présence, qu'ils n'aient pas droit à la parole... C'est la pratique victorieuse du samedi suivant : journaux et tracts volent en lambeaux, les fascistes sont chassés de la place et des cafés, ceci malgré la présence des gardes mobiles appelés par le député PCF «contre toute violence».

Mais il faut discuter plus à fond : vider les fascistes de façon définitive, cela nécessite une politique. Certains, en particulier écologistes, mobilisés fermement contre les fascistes, refusent cette nécessité. Or, on n'appelle pas les gens à se rassembler comme ça, spontanément ; c'est ce qu'on voit le samedi suivant où 60 nervis casqués et armés nous obligent à nous replier. La discussion qui suit a pour thème : qu'est-ce qui fait une force ? Le PC et le PS ou les SO d'organisations, clament les trotskystes, qu'on n'avait jamais vus et que, battus politiquement par l'alliance des forces du pôle maoïste et des gens inorganisés qui voient bien leur projet de requins parasites dans cette histoire, on ne reverra ensuite plus jamais. Il est vrai pour eux comme pour les marxistes léninistes parlementaires - qui brillèrent aussi par leur absence réitérée et (auto) proclamée - qu'on ne peut pas tout faire : être des élections c'est choisir son camp : le parlementarisme impérialiste. Être de la lutte anti-fasciste c'est être de la politique réelle : partir de la réalité de la lutte de classes et dans ce cas de l'existence d'une révolte contre la présence fasciste pour travailler à l'édification du camp du peuple et de son autonomie politique. Aujourd'hui, ce qui tranche clairement les camps, c'est : est-ce qu'on est de l'unité français-immigrés, est-ce qu'on est du peuple de toutes les nationalités, est-ce qu'on affirme un projet de société radicalement

nouveau visant à détruire l'impérialisme, ou pas. Être du combat anti-fasciste aujourd'hui c'est organiser le camp du peuple autour du mot d'ordre «français-immigrés, égalité des droits politiques». Et c'est véritablement cela qui clarifie qui est de la politique révolutionnaire, et qui est des antichambres des bourgeoisies impérialistes. C'est être clair sur ces points qui permet l'alliance solide avec les sincères anti-fascistes.

DE LA FAIBLESSE DU TÉMOIGNAGE A LA FORCE DE LA DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE

C'est sur ces points que se mène un important travail de mobilisation et d'organisation pour le rassemblement dans tout le quartier pendant deux semaines. Travail de mobilisation des permanences anti-expulsions «on ne peut pas accepter la propagande raciste», travail de mobilisation du CPAC «pourquoi l'unité du peuple est-elle indispensable dans cette lutte», travail de l'UCFML, en le liant à la conjoncture politique, mais aussi travail de mobilisation des écologistes et des inorganisés dans une forme d'autonomie / alliance avec le pôle maoïste. Car sans être d'accord avec notre ligne, ils reconnaissent que nous sommes la seule force réellement anti-fasciste (après avoir aussi été taper aux portes des révisionnistes, PS, et autres..., expérience que nous les avons laissé tenter). Résultat : le samedi 18 Février, c'est 150 à 200 personnes qui tiennent la place et terminent par une manifestation qui se dirige vers le foyer agressé, avec pour mots d'ordre :

- Halte aux crimes racistes, fascistes hors du XI^e !
- Français-immigrés, égalité des droits politiques !

Double victoire :

Cela montre qu'on peut être victorieux contre les fascistes, qui depuis n'interviennent plus. Cela, quand on développe une politique conséquente visant à construire le camp du peuple dans un quartier. Le primat de la lutte anti-fasciste ce n'est pas la violence ; c'est organiser toutes les couches du peuple (immigrés, lycéens, femmes,...) autour de la politique révolutionnaire, passer des alliances avec tous ceux qui veulent être de la constitution réelle d'un camp anti-fascistes, et se préparer à l'affrontement avec l'ennemi tout en menant la lutte idéologique à partir des échecs ou erreurs.

C'est la réalité d'une force politique dans le quartier, centrée sur l'unité entre français et immigrés, qui fixe pour tâche au pôle maoïste de la renforcer, développer et structurer. Tâche dans laquelle se sont éprouvés les camarades des permanences anti-expulsions, qui ont pu aussi propager leur projet et rallier des gens et qui ont dans cette mobilisation trouvé l'occasion d'approfondir leur propre conscience de l'antagonisme entre les deux camps. Tâche qui a permis au CPAC d'entamer un travail sur son rôle dirigeant en intervenant de façon autonome, et où il se trouve interpellé sur l'unité dans la mobilisation de toutes les couches du peuple, sur comment faire une force concrète, et pas seulement formuler une suite d'idées justes. Tâche dirigée par les maoïstes de l'UCFML et qui ouvre un travail important dans toute la zone, en particulier en direction de la jeunesse qui a pris part à toutes les mobilisations et débats. Cela a été vérifié lors d'un récent meeting, où les jeunes étaient largement présents : ce jour-là, on a discuté comment surveiller les fascistes, comment se mobiliser rapidement, mais surtout comment constituer une force contre toutes les pratiques de l'État impérialiste (expulsions, guerre au Sahara), comment reconstituer aujourd'hui dans la jeunesse une force anti-impérialiste.

Avancée dans la jeunesse, avancée dans l'existence d'une force de l'unité français-immigrés, voilà le travail commencé qu'il faut développer et dont le pôle maoïste est comptable en regard de sa capacité à réaliser la force politique du camp du peuple pour [redacted] les bourgeois impérialistes et leurs nervis.

Combatte

PARIS NORD : victoire contre un gérant raciste !

En février a eu lieu une importante mobilisation pour défendre un ouvrier immigré marocain, ancien délégué de la grève d'un foyer Sonacotra, attaqué en justice par le gérant du foyer et menacé d'expulsion. Ce foyer et son gérant sont tous deux célèbres dans la région : le foyer parce qu'il a été le premier à se mettre en grève, en 1974, en précurseur du grand mouvement contre les foyers-prisons Sonacotra ; le gérant, parce qu'il a réussi à briser cette grève à coups de provocations et de descentes de flics, parce qu'il fait régner depuis une dictature fasciste particulièrement sinistre, parce qu'il se bat facilement et appelle les flics encore plus facilement, même contre des enfants, comme on l'apprendra au cours de la campagne pour le procès, et enfin parce que cet ancien parachutiste qui a passé dix ans en Algérie aime beaucoup raconter ses campagnes... Le procès du délégué de la grève, dernier épisode de cette répression, a été également le début du renversement du rapport des forces. L'action des permanences anti-expulsions de la région parisienne et du CPAC a été victorieuse : l'ouvrier, qui avait été condamné une première fois par défaut à deux mois de prison ferme condamnation qui le mettait sous le coup d'un arrêté d'expulsion, a vu sa condamnation supprimée et remplacée par une simple amende.

n'y a ni route ni autobus, et sur place, ni commerçants ni médecin.

Le CPAC à son départ, il y a deux ans, était objectivement l'organisation de cette fraction du peuple : les OS immigrés. Ralliant des femmes du peuple et des employés, il est devenu progressivement un pôle idéologique capable de donner son point de vue sur les questions soulevées par toutes les couches du peuple. Mais il n'est pas encore ce quartier général du peuple qui saurait à tous moments définir et diriger la politique, unique, du peuple entier. Pour avancer dans cette voie, le CPAC s'est donné une tâche principale : briser dans la région la division français-immigrés, rassembler sur un terrain commun - la lutte contre la politique de division par le logement - des gens du peuple français et immigrés, habitants des cités et des foyers.

La campagne pour le procès a été la première mise en œuvre de cette nouvelle orientation : devenir réellement une organisation de tout le peuple. Le CPAC engage un travail prolongé dans la cité HLM qui entoure le foyer, en posant la question : soutenir ou pas l'ouvrier immigré attaqué, c'est être pour ou contre l'unité du peuple, français et immigrés,



Les masses soutiennent le camarade immigré contre le gérant raciste (2/2/ 78)

Le CPAC a soutenu activement la campagne des permanences anti-expulsions, mais il a fait aussi de cet épisode un moment important de son propre travail politique. Il faut revenir sur le fait que, dans la région, les OS immigrés sont la fraction du peuple prépondérante. La question centrale de la politique du peuple, c'est de faire l'unité des français et des immigrés. On le voit dans toutes les situations : si on n'a pas cela comme principe politique, on ne peut même pas penser ce que veut dire le peuple, ce qui veut dire aujourd'hui : on ne peut pas penser la riposte aux attaques massives de l'impérialisme en crise : licenciements, intérim... Inversement, c'est sur le chauvinisme et le racisme que la nouvelle bourgeoisie du PCF constitue sa base de masse. La mairie PCF a une politique du logement agressivement anti-immigrés. Elle veut les chasser et les parquer : destruction des vieux quartiers, collusion ouverte avec la Sonacotra, de la vente des terrains à la construction et la gestion des foyers, construction de quartiers-ghettos à l'écart de la ville et des voies de communication, comme le quartier du Port qu'on atteint par un quart d'heure de marche dans la boue, car il

contre les foyers-prisons et toute la politique anti-populaire de division, pour ou contre la liberté et l'égalité de tous dans le logement.

Les résultats nous encouragent fortement à poursuivre dans cette voie. Dans la cité, la moitié des familles françaises signent la pétition contre les foyers-prisons et leurs gérants. Sur le marché voisin, des gens du peuple nombreux, -des femmes du peuple surtout - expriment leur conviction qu'en face de gens comme les gérants de foyers, français et immigrés, on doit être dans le même camp. Cette prise de position a un caractère de masse, et c'est cela qui est nouveau. Quatre familles de la cité acceptent de donner leur témoignage au procès contre le gérant : et il n'est pas douteux que c'est cette intervention - complètement inattendue par lui - d'une autre force sociale, qui a démonté tout le système d'offensive de l'avocat du gérant (entièrement fondé sur le fait que les résidents du foyer n'étaient pas dans la salle, preuve selon lui qu'ils étaient une «majorité silencieuse» soutenant le gérant) et qu'elle a grandement contribué à faire du procès une victoire populaire.

LA MARCHÉ SUR ARENC : deux voies , deux lignes

Le rassemblement et la marche sur Arenc appelé par le collectif Arenc * le 11. 2. 78 a regroupé un millier de personnes autour de l'accord politique :

- non à la prison d'Arenc
- A bas le racisme.

Un millier de personnes venant essentiellement du sud de la France, plus une centaine de parisiens, le caractère national ayant été brisé au dernier moment par le collectif à la suite de l'interdiction de la marche par l'État.

Qui était présent à ce rassemblement ?

- Des démocrates, des anti-racistes et principalement des éléments de la jeunesse révoltés et indignés par la prison d'Arenc.
- Les habitués des rassemblements, ceux des retrouvailles, les parasites du mouvement.

Cette journée sera-t-elle celle de la protestation dans le cadre parlementaire ou celle d'une véritable lutte anti-raciste jusqu'à la fermeture d'Arenc ?

Deux pôles politiques apparaîtront à la fac St-Charles, celui du collectif Arenc avec comme banderole centrale «Contre l'arbitraire, défendons nos libertés» (banderole bleu blanc rouge) et celui des maoïstes de l'UCFML et des CPAC ainsi que des permanences anti-expulsions.

- Le collectif Arenc liquidera complètement le débat politique, toute son activité sera orientée à organiser les groupes pour la manifestation de l'après-midi, et autour de la projection de diapos maintes fois vues par tout le monde. Les forums prévus ne seront pas tenus. Le mot d'ordre central de la banderole bleu blanc rouge montrera la volonté de l'orientation politique du meeting par le collectif : une orientation de protestation, de contestation dans le cadre du parlementarisme.

- En direction des masses le seul pôle qui animera les débats sera celui des maoïstes de l'UCFML, des CPAC, des Comités PROPV, ainsi que celui des permanences anti-expulsions.

L'orientation des débats portera sur :

- . quel sens politique donner à la marche sur Arenc ?
 - . comment être aujourd'hui des anti-racistes jusqu'au bout ?
- Les permanences anti-expulsions par leur expérience cristalliseront l'ensemble des débats politiques.

Cependant nos interventions ne nous permettront pas de constituer les masses dans un rapport d'autonomie politique par rapport au collectif.

La question de la direction du mouvement est d'une très grande importance, et donc la question du collectif Arenc. D'un côté le collectif est du mouvement d'où l'importance pour les maoïstes d'y être. De l'autre, le collectif a montré ses faiblesses politiques, son désir de dépolitiser le mouvement, son instrumentation par l'HR et l'OCT (tendances principales dans le collectif) dans un but parlementaire et électoraliste.

La manifestation clandestine

Malgré une confuse conscience de masse de l'impasse politique à laquelle conduisait le collectif, la manif, partant de

2 points extérieurs au centre-ville, montre une forte volonté de masse de tenir la rue, des mots d'ordre offensifs la structurent :

- Non non non à la prison d'Arenc !
- Légale ou illégale, la prison d'Arenc doit fermer !
- Suppression de toutes les prisons d'Arenc !
- Abrogation des décrets Stoléro !
- Français-Immigrés, égalité des droits politiques !

le tout d'un pas décidé.

Volonté de masse et offensivité qui surmonteront une charge de flics lors du rassemblement des deux manifestations.

Volonté de masse qui surmontera deux tentatives de dispersion lancées par le collectif.

Mais la troisième tentative de dispersion sera la bonne. L'HR et l'OCT l'orchestrent admirablement en créant la panique et en isolant l'avant de la manifestation par un cordon de capitulards, alors que nous étions à 500 mètres des quartiers populaires de la Canebière.

C'est alors qu'éclatent la colère et l'indignation au sein de la centaine de manifestants qui étaient aux abords de la Canebière : «Le collectif a trahi, il nous a fait faire une promenade». Que voulions-nous en fait ? Que faut-il faire maintenant ?

La manifestation clandestine ne l'a été que pour le peuple.

Le bilan politique

Le collectif Arenc a montré son incapacité politique à structurer les masses dans un antagonisme à l'État (alors qu'existait dans les masses une réelle volonté d'aller de l'avant) ; son incapacité à diriger le mouvement créé autour de la prison d'Arenc. Un bilan sérieux doit être tiré en son sein, bilan dont nous devons être partie prenante.

Deux perspectives s'ouvrent pour l'avenir :

- Inscire le combat contre la prison d'Arenc comme combat prolongé et populaire jusqu'à la fermeture d'Arenc, comme faisant partie des combats populaires de notre temps contre l'État impérialiste français, contre les décrets Stoléro, les expulsions, les actes racistes, pour l'égalité des droits politiques entre français et immigrés. Combat unissant tout le peuple et dans lequel s'édifie aujourd'hui les permanences anti-expulsions.

- Ou alors l'inscrire dans un cadre de protestation, séparer complètement cette lutte de la politique, des luttes menées contre l'État impérialiste français. Inscire le mouvement dans un cadre parlementaire, ce que font HR et l'OCT en se présentant aux élections, et donc l'instrumenter en reportant le débat par rapport aux élections.

*1- Arenc, près de Marseille, est un centre d'internement administratif pour les immigrés en instance d'expulsion. Son existence même rappelle les pires moments de la guerre d'Algérie.



Dans les rues de Marseille contre le centre d'internement d'Arenc

LE PEUPLE BRETON CONTRE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE

TREBRIVAN, LE PHARE BRETON

TREBRIVAN, LE PHARE BRETON

Trébrivan, commune de Bretagne où le peuple des campagnes est en passe de gagner une bataille prolongée contre le remembrement, pour la première fois depuis que la loi de 1941 existe.

Trébrivan, commune où c'est tout le peuple breton qui a mené la bataille dans ses moments forts, comme cet été 75 où, dans les bagarres contre les CRS, les bulls et le maire PCF, se retrouvaient paysans, femmes, jeunes bretonnants, venus apprendre la langue sur le tas et militants révolutionnaires du peuple breton.

Trébrivan, commune où le camp du peuple, depuis le début de la bataille, pratique l'entraide comme politique pour se renforcer contre le camp des bourgeois, pour se maintenir sur le terrain, pour l'occuper. Entraide dans le travail, régulière, où «on ne compte pas», mais aussi en cas de coup dur : un paysan pauvre doit se rendre au tribunal de Guingamp (une habitude à prendre : les tiroirs des buffets débordent de papiers bleus en Bretagne !) ; il prévient son voisin : «tu surveilleras ce pré, que les accapareurs n'aillent pas le labourer !».

Trébrivan, commune où depuis belle lurette, le peuple ne paye pas les amendes, papiers officiels etc..., par lesquels les bourgeois visent ouvertement à accélérer leur ruine. Le peuple breton répugne à remplir les caisses de l'État impérialiste français !

Trébrivan, commune où les camarades du syndicat de défense contre le remembrement, après discussion entre eux, ont voté blanc aux législatives : «tous les partis qui existent sont pour l'État et contre nous, y compris l'Arlette qui fait de la retape pour Marchais !»

Trébrivan, commune phare pour toute la Bretagne maintenant : dans les autres communes, la moindre rumeur de remembrement, fait se dresser immédiatement le peuple : «on a vu ce que ça a donné à Trébrivan, pas de ça ici !» Et il y a comme ça de nombreuses communes où les bourgeois n'ont pas osé commencer le remembrement.

Camarades, il faut parler partout de la commune de Trébrivan et de la bataille exemplaire qu'y mène le peuple breton contre l'État impérialiste français. Il faut en parler partout pour la faire connaître, la soutenir et aussi pour briser la contre-offensive des bourgeois.

TREBRIVAN, GOULAG BRETON

A Trébrivan, on avait déjà vu l'ancien maire PCF exclure sa ferme du périmètre du remembrement. On l'avait déjà vu aussi à la tête des CRS pour protéger les bulls pendant ce fameux été 75. On avait déjà vu les conseillers «communistes» et «socialistes» s'engueuler pour savoir lequel serait assez conséquent pour rappeler les flics et en fi-

nir une bonne fois pour toutes avec ce remembrement. On avait déjà vu la cellule PCF de la commune offrir une 2 CV à la supérieure de la maison de retraite, juste avant les élections municipales (ils n'avaient oublié qu'une chose : cette brave supérieure n'a pas le permis !).

Maintenant, on sait aussi que le PCF a comme arme de guerre contre le peuple, l'internement administratif.

Parmi les paysans qui se battent contre le remembrement : Joseph Le Coënt, 68 ans, qui habite le village LE NEZERT. Il a pris l'IVD et n'a gardé pour lui qu'un champ d'un hectare, tout près de chez lui, où se trouvent son jardin et 30 pommiers qu'il a plantés lui-même.

Lesouarn, conseiller municipal socialiste a décidé de faire son domaine au Nézet : il a deux immenses hangars, il se fait construire une maison tout près, il a besoin du champ du père Le Coënt pour agrandir son élevage de porcs.

Le 29 septembre 1977, il fait venir le bull pour raser les pommiers et le talus du père Le Coënt. Ce jour-là, Gildas, 26 ans, peintre à Paris, est en congé chez son père. A eux deux, ils essaieront de s'opposer au bull en se mettant devant, mais ce n'est pas ce qui va l'arrêter !

Il faudra l'intervention d'une trentaine de paysans du syndicat de défense qui ont entendu le bull pour l'obliger à faire demi-tour, après avoir arraché les pommiers. Les deux gendarmes appelés par Lesouarn repartent eux aussi : ils n'ont pas eu à intervenir (ou pas eu envie ? avec tout ce monde autour ...)

C'est ici qu'entre en scène Monsieur GUIET, instituteur, nouveau maire PCF de Trébrivan.

Aussitôt après ces événements, il demande par écrit l'intervention de la force publique et l'assistance d'un médecin pour interner Gildas Le Coënt qui, le même jour, à 13 heures, est enlevé par les flics alors qu'il se rendait à un mariage. Une ambulance venue le chercher sur appel téléphonique du maire l'emmène directement de la gendarmerie de Maël Carhaix à l'hôpital psychiatrique de Plouguernevel.

C'est clair : l'opération a été menée à froid, dans le seul but de porter un coup au camp du peuple à Trébrivan. La preuve : le 9 janvier, les deux familles Lesouarn au complet ont tenté de poursuivre leur offensive pour s'emparer du champ du père Le Coënt.

Ils viennent à deux tracteurs, le matin, et entreprennent de labourer le champ en question. Devant les protestations du père Le Coënt qui essaie de bloquer les tracteurs en se mettant devant, ils le rouent de coups et le traînent dans le fossé en bordure du champ ! Il faudra l'intervention des autres paysans de la commune pour les mettre en fuite, laissant leurs tracteurs sur le terrain. Le soir même pourtant, les deux frères reviendront et tenteront de poursuivre l'opération, mais ils seront chassés à nouveau et cette

fois, par la détermination du seul père Le Coënt, armé d'une trique !

Enfin dernier épisode en date du côté des bourgeois : le 12 janvier, le père Le Coënt reçoit une lettre du principal médecin de l'hôpital psychiatrique, le docteur Robert, lui demandant de signer l'internement volontaire de son fils. Nous nous rendons, le père Le Coënt et nous, au rendez-vous de Robert. Dans son bureau de ministre, il nous tiendra un discours fort intéressant.

1. Moi, le remembrement, ça ne m'intéresse pas, je ne suis pas paysan.
2. Gildas est effectivement malade.
3. Des remembrements, il en faut, c'est indispensable.
4. Gildas n'est pas le seul à être interné pour des affaires liées au refus de remembrement.

Le discours est clair : les bourgeois de tous poils (Robert est bien connu dans la région pour pratiquer une médecine ultra-réactionnaire) se serrent les coudes contre le peuple et tentent par tous les moyens de briser son unité, de l'affaiblir.

HOPITAL DE PLOUGUERNEVEL
PSYCHIATRIE

Adresse Postale : 22110 ROSTRENEN - Tel. 29.09.06

CERTIFICAT MÉDICAL

DE SITUATION DESTINÉE À MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE
Près le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GUINGAMP.

Le 6 FÉVRIER 1978

Je soussigné Médecin-chef de la 1ère section

certifie que 1^{er} nommé COËNT Gildas

Âgé de 26 ans, profession de Sans

né à TREBRIVAN

département de la Côte-du-Nord, entré le 14 NOVEMBRE 1977

en placement d'office, ~~volontaire, sous la pression de son père, et~~

Sujet fruste vivant avec son père qui ne l'est pas moins,

et présentant des troubles mentaux à type de délire hallucinatoire.

Déjà traité il y a quelque temps dans la région parisienne.

Est entré à la suite de troubles du comportement qui l'ont conduit à s'exposer à des opérations de remembrement dans le cadre de difficultés inhérentes à toute une commune (TREBRIVAN).

Dans le service et sous neuroleptiques, le malade est calme mais incapable de critiquer sa conduite. Nous avons proposé au père une transformation de placement d'office en placement volontaire que celui-ci a refusé de signer en raison de sa faible intelligence, il n'avait pas compris. D'autre part, certains individus ont tendance à se servir de ces deux sujets frustes et suggestibles pour entretenir le climat décrit plus haut.

Docteur ROBERT

(1) rayer la mention inutile.

En fait, la complicité entre le maire social-fasciste de Trébrivan et le médecin réactionnaire de Plouguernevel n'a pas d'autre but : elle dit ouvertement au peuple : quiconque se révolte contre le remembrement est passible de l'internement administratif !

Voilà toute leur politique : en ville, ils essaient de briser l'unité du peuple et la force de ses combats politiques d'aujourd'hui en propageant le racisme et le chauvinisme, en expulsant les camarades immigrés. A la campagne, ils s'attaquent aussi à la force anti-capitaliste du peuple en internant les paysans pauvres !

La bataille des camarades immigrés pour l'égalité des droits et la bataille du peuple des campagnes pour conserver le contrôle de la terre : voilà deux fronts de classe d'aujourd'hui où les maoïstes doivent être à la tête de la bataille pour briser les contre-offensives bourgeoises, pour que ces combats deviennent ceux de tout le peuple, pour obtenir la victoire à chaque échéance tactique.

Aujourd'hui, en Bretagne, c'est obtenir la libération de Gildas Le Coënt, parce que la victoire contre le remembrement à Trébrivan passe par là. Mais aussi parce que, à échelle d'ensemble, la confiance politique du peuple des campagnes dans sa propre force, dans sa capacité à affronter victorieusement l'État impérialiste passe par là. Enfin, que le peuple des villes se mobilise aussi sur cette affaire (dans la voie ouverte par la manifestation de Châlon-sur-Saône en soutien à trois paysans menacés de ruine par EDF), voilà qui contribuera à faire du combat du peuple des campagnes celui de tout le peuple.

C'est ce qu'ont entrepris les maoïstes sur la base d'une pétition exigeant la libération de Gildas et l'abrogation de la loi de 1838 sur l'internement administratif.

A Trébrivan, elle fait office de livre de témoignages : ceux qui étaient là le 29 septembre, aux côtés du père Le Coënt, décrivent les événements, expliquent que Gildas n'a menacé personne et qu'il avait raison de toutes façons de se battre contre l'arrachage des pommiers.

Ailleurs dans les facs et sur les marchés, elle mobilise les camarades qui ont l'expérience du remembrement de manière directe ou non. Elle mobilise aussi tous ceux qui sont révoltés par cette utilisation de la médecine (le certificat médical est tout de même un chef-d'œuvre du genre) et qui apprennent ainsi que les outils du «réaménagement» du territoire ne sont rien d'autre qu'une loi de 1941 et une autre de 1938 !

Elle mobilise la jeunesse (écologues, étudiants, infirmières, psychologues) qui, sur la base de leurs réseaux propres, font circuler dans tout le centre Bretagne la pétition et le certificat médical.

Elle mobilise aussi les militants révolutionnaires du peuple breton : au cours d'un fest-noz de soutien aux 7 camarades arrêtés en procédure de flagrant délit (sans que la justice de l'État impérialiste français ait trouvé quoi que ce soit à leur reprocher!) et menacés par la cour de Sécurité de l'État, la pétition est signée par plus de cent personnes à l'appel des maoïstes.

Voilà où en est sur le terrain l'affaire Gildas Le Coënt et elle ouvre des perspectives intéressantes au travail des maoïstes :

- les réseaux de jeunes bretons qui se sont mobilisés sur cette affaire ont en fait pris place dans le dispositif politique du peuple contre la politique des bourgeois d'élimination des paysans pauvres et de désertification de la Bretagne. Faire la force du peuple contre le remembrement, c'est aussi parer aux attaques latérales des bourgeois, à tout ce qui ne touche pas directement à la terre, mais sert d'arrière à leurs attaques sur le foncier, comme l'internement administratif. Il faut clarifier quelles tâches prolongées, au service du camp du peuple anti-remembrement, ces camarades peuvent prendre en main. S'il se vérifie que l'internement administratif est une pratique courante des bourgeois pour tenter de briser le combat anti-capitaliste du peuple des campagnes, il y a là matière à un travail spécifique du type de celui des permanences anti-expulsions en ville.

- dans les villes : le forum sur la crise du capitalisme et les campagnes au meeting de l'UCFML le 25 février a montré qu'il y a dans les villes des camarades intéressés par la lutte de classes dans les campagnes, qui veulent en savoir plus et qui veulent la faire connaître au peuple des villes. Pour ces camarades aussi, il y a des tâches à prendre en main dans la perspective du «remembrement» du camp du peuple.

EXIGEONS LA LIBÉRATION DE GILDAS LE COËNT !

ABROGATION DE LA LOI DE 1938 !

CASSATION DU REMEMBREMENT BOURGEOIS !

VIVE LA LUTTE DE CLASSES DU PEUPLE

DES CAMPAGNES !

MAREE NOIRE



L'armée au travail :
le mal et le
« remède »

L'« Amoco Cadiz » s'échoue sur les côtes Nord de la Bretagne, et c'est l'ensemble de ses 230 000 tonnes de pétrole qui se sont écoulées sans que rien n'ait été fait pour endiguer la « marée noire ». C'est la catastrophe de ce type la plus importante jamais connue.

Les 230 000 tonnes se sont répandues comme un poison funeste pour la côte. Une partie s'est volatilisée et a pénétré avec le vent jusqu'à 3 kms à l'intérieur des terres, principalement autour de Portsall - lieu du naufrage - polluant les cultures, rendant malades certains animaux.

Une autre partie du pétrole s'est répandu tant en surface qu'en profondeur dans la mer, tuant toute forme de vie sur son passage, puis s'est déposée dans les coins les plus dénichetés de la côte en pénétrant jusqu'à un mètre de profondeur dans le sable des plages. Le reste flotte encore au gré du vent sous forme de nappes gigantesques entre la France et l'Angleterre.

Toute la flore et la faune marines sont quasiment détruites, des espèces entières d'oiseaux disparaissent. Certains pensent qu'il faudra au moins 10 ans pour que les cycles naturels reprennent le dessus. Les conséquences pour les gens de la mer sont incalculables et catastrophiques. Les pêcheurs côtiers, les goémoniers, les goémoniers/paysans pauvres ainsi que les ouvriers des usines de goémons et des parcs à huîtres risquent de perdre leur travail et de devoir quitter la côte.

Cette catastrophe industrielle apparaît comme une nouvelle attaque contre la Bretagne et le peuple Breton. La marée noire et le plan POLMAR participent à la ruine du peuple de Bretagne et l'attaquent, en ce qui concerne les plus pauvres, dans sa volonté de vivre et travailler au pays.

Les interventions et la politique de l'État:

Les responsabilités de l'État sont évidentes et gigantesques, tant pour sa politique d'imprécision et de laisser-faire (en complète collusion avec les compagnies pétrolières) que pour les actions ridicules avancées pour essayer d'endiguer la marée noire. De fait, les barrages de « boudins » ou de paille mis en place étaient absolument inefficaces. Les moyens mis en oeuvre étaient en fait dérisoires et servaient plus à contenir la colère des Bretons qu'à protéger les côtes.

Une fois le mazout échappé et pour une large part déposé sur les plages ou « collé » aux roches, l'État se devait d'agir et donner une preuve de son efficacité afin de ne pas être complètement discrédité après son imprévoyance, auprès du peuple Breton. De plus, il lui fallait prévenir toute forme de révolte des côtiers. C'est pour cela qu'il fit appel à l'armée. Il pouvait ainsi quadriller la région, mettre en place une véritable occupation militaire de la Bretagne, et se lancer sans tarder dans la « bataille » du nettoyage des côtes.

Car, pour l'État, il fallait faire vite, le plus vite possible,

pour que l'on ne puisse pas dire que non seulement il n'avait rien prévu, mais que de plus, il ne faisait rien pour nettoyer les côtes.

Mais cette précipitation fut elle-même une catastrophe pour la côte et les Bretons. Ne sachant pas où déposer le pétrole, l'État, les mairies, l'armée creusèrent des trous dans les dunes, un peu n'importe où, et y déposèrent le pétrole. Certaines dunes seront raclées plus tard, mais d'autres sont déjà comblées avec du mazout dedans qui risque de s'infiltrer partout, y compris dans les nappes d'eau douce. Les dunes sont d'autre part massacrées par les camions, les bulldozers, les jeeps de l'armée qui roulent dedans sans prendre garde. De véritables chaussées sont creusées dans les dunes pour que les camions puissent accéder aux plages. Les routes sont rendues très glissantes voire très dangereuses par les chutes du mazout des camions chargés à la hâte...

Grâce au plan POLMAR, la pollution loin de rester sur la côte, pénètre ainsi largement à l'intérieur.

Mais cette situation n'est pas une catastrophe pour tous, bien au contraire. Certains en profitent avec l'appui de l'État.

En effet, cette précipitation a surtout servi aux patrons d'entreprises de transports (camions citernes et bennes) qui touchent de 1200 à 1800 F de prime par jour par camion, aux propriétaires ostréiculteurs qui vont toucher de grosses indemnités et qui en même temps ont eu clandestinement le temps de sauver une partie des huîtres en les déplaçant dans le Sud de la Bretagne. Mais aussi aux paysans riches du coin, cumulards notoirement connus, organisés dans les syndicats d'agriculteurs qui reçoivent des primes - à leurs yeux insuffisantes de 250-350 F par jour - pour l'emploi de leur tonne à lisier lors du pompage du mazout.

Il faut noter toutefois que certains paysans refusèrent les primes et participèrent au travail bénévolement, indignés par cette catastrophe et se sentant solidaires des travailleurs de la mer.

Cette précipitation sert aussi aux hôteliers et commerçants des côtes qui voient d'une part les plages d'estivants et touristiques nettoyées en priorité au détriment des lieux de pêche et de mouillage des bateaux, et d'autre part dans la publicité qui est faite sur la rapidité du nettoyage une propagande nécessaire pour la venue des touristes.

D'un autre côté, les petits pêcheurs côtiers ont perdu leur moyen de vivre et de travailler au pays. Il en est de même, pour plusieurs années pour les goémoniers de Portsall, endettés jusqu'au cou ou les petits goémoniers/paysans pauvres qui récoltent le goémon et cultivent de minuscules parcelles de terres. Les marins-pêcheurs eux ne peuvent pas sortir leurs bateaux. Ils pourraient aller pêcher au large ou sur la côte sud, mais en rentrant au port, ou en remontant les casiers, ils risqueraient de rencontrer au passage une nappe de mazout qui tuerait la pêche maintenue dans les viviers des bateaux.



L'assaut contre la préfecture maritime (Brest, le 25 / 3 / 78)

Tous ont ainsi rendu leur rôle (espèce de patente qui permet aux pêcheurs de vendre leur pêche ou leur récolte de goémon) et sont sans travail. Mais l'État leur refuse le statut de chômeur ; il n'a été distribué qu'une subvention de 1000F pour 15 jours, et encore pas à tous ; les goémoniers paysans pauvres n'ont rien reçu du tout, car l'État prétend qu'ils sont avant tout paysans. Or, en 76, lors de la sécheresse, l'État avait prétexté qu'ils étaient goémoniers pour leur refuser toute indemnité. D'autres encore vont certainement perdre leur travail : ce sont les ouvriers d'usine de goémon et les employés des ostréiculteurs ; ils risquent d'être licenciés sous peu. Que vont-ils devenir ?

Voilà ce qu'est la politique de l'État face à la marée noire : une politique qui favorise les gros, les bourgeois, les cumulards et les profiteurs, et qui accélère la chute des petits, les gens du peuple qui veulent vivre et travailler au pays.

Voilà la politique soutenue par toutes les mairies, qu'elles soient de droite ou de gauche. C'est cela le plan Polmar.

LES RÉVOLTES DE LA JEUNESSE DANS LES VILLES : LES PREMIÈRES MANIFESTATIONS

UNE RÉVOLTE SPONTANÉE : Tout d'abord dans les villes bretonnes, en particulier à Brest, la jeunesse s'est mobilisée très rapidement : jeunes lycéens, étudiants, mais également jeunes ouvriers et chômeurs. Révolte contre la pollution, contre la politique énergétique de l'État, mais aussi contre l'oppression que subit la Bretagne. Tous étaient indignés de ce qui s'était passé, mais également ressentaient la marée noire comme une nouvelle attaque à la terre bretonne, au patrimoine du peuple breton.

C'est ce qui explique également qu'au cours de la grande manifestation du lundi de Pâques, les gens du PCF et de la CGT ne réussirent pas à prendre la parole – à chaque fois qu'ils commençaient, les huées du peuple couvraient leurs voix – ni à démobiliser, les drapeaux bretons entraînant les manifestants vers la préfecture maritime qu'ils assiégèrent en affrontant violemment la police. Ce qui cimentait l'unité des manifestants était le mot d'ordre : « Aujourd'hui mazoutés, radioactifs demain ! »

Cette révolte trouva des appuis dans la mise en place d'un comité anti-marée noire sur Brest, et dans l'organisation des étudiants de la faculté des sciences, principalement mobilisés par les conséquences « écologiques » de la marée noire.

ESSOUFFLEMENT DES MANIFESTATIONS - LUTTE IDÉOLOGIQUE AU SEIN DES COMITÉS ANTI-MARÉE-NOIRE : Mais assez vite, le seul mouvement de protestation, d'indignation ne suffisait pas. Il fallait avoir une politique qui réponde aux problèmes posés par la marée noire : le nettoyage des côtes, les indemnités, l'occupation militaire, le travail au pays.

Une lutte idéologique importante se développe alors entre une voie de l'unité avec les côtiers, celle qui voulait constituer une

force qui serve le camp populaire, et une autre voie, recroquevillée sur elle-même qui sert ouvertement les intérêts de la bourgeoisie bureaucratique, les révisionnistes de la région.

En effet, autour des mots d'ordre : Non au bénévolat ! Les pollueurs doivent payer ! Protection des côtes ! Deux voies s'affrontent :

Pour la première : le refus du bénévolat n'est pas un refus de participer au nettoyage des côtes, mais un refus d'être embrigadé par l'État dans les groupes du secrétariat à la jeunesse et aux sports au service de SA politique de nettoyage de la pollution que de nombreux jeunes considèrent à juste titre comme scandaleux (enfouissement du mazout dans les dunes etc...)

Pour les seconds, il s'agit de refuser tout travail de nettoyage, et de faire embaucher des chômeurs. Curieuse conception de la lutte contre le chômage que de revendiquer des camps de travail, curieuse manière de lutter contre l'État que de lui demander d'employer et d'embrigader une fraction des chômeurs.

Pour les premiers : le mot d'ordre : l'État doit payer signifie qu'il faut organiser un camp contre l'État et qu'il n'est pas question d'accepter l'élimination des goémoniers, marins pêcheurs, paysans pauvres, employés ostréiculteurs et ouvriers des usines de goémons.

Pour les seconds, il s'agit de demander finalement la nationalisation de la Shell, ou tout au moins d'en tirer le maximum d'argent pour le redistribuer d'abord, comme on l'a vu, aux entrepreneurs de transports, aux propriétaires ostréiculteurs, paysans riches, gros hôteliers et profiteurs de tout poil.

Quant à la protection des côtes, la seconde voie réclame une intervention accrue de l'État, alors que la véritable question réside dans la disparition de ces super tankers qui, même s'ils ne naviguent pas « sous pavillon de complaisance », feront toujours subir de grands risques aux peuples des côtes : suppression de ces super tankers, ce qui signifie une remise en cause totale des rapports d'oppression et d'exploitation de la part des pays impérialistes comme la France sur les peuples du Tiers Monde.

Cette lutte idéologique est importante car elle pose la question : dans quel camp se situer ? celui de la nouvelle bourgeoisie ou celui du peuple ?

LES COMITÉS ANTI-MARÉE-NOIRE DES VILLES :

La voie qui cherche une liaison avec le peuple des côtes a une certaine difficulté à se constituer, car, de Brest, les côtiers apparaissent comme un tout unifié alors que la lutte de classe y fait rage avec une grande acuité.

Ce brouillard est entretenu dans le Comité Anti-Marée-Noire de Brest par les organisations politiques syndicalistes et opportunistes que représente le front : HR - PCR - Drapeau Rouge qui louvoie entre une dénonciation verbale des révisionnistes et la reprise à leur compte de certains de leurs mots d'ordre, du haut de leur mépris citadin et borné pour le peuple de la côte comme pour celui du Centre Bretagne.

Pourtant, et malgré ces organisations, la liaison avec le peuple des côtes progresse, les vraies questions apparaissent, la voie juste s'organise. C'est le cas, en particulier, dans les Comités Anti-Marée-Noire des côtes.

LES COMITÉS ANTI-MARÉE-NOIRE DES CÔTES :

Ces comités regroupent également principalement la jeunesse, mais la jeunesse du peuple des côtes. Ils se sont regroupés pour dénoncer la politique de l'État et les effets tant idéologiques que sociaux de la marée noire.

1. Ils refusent l'embrigadement organisé par l'État, les mairies et le secrétariat à la jeunesse et aux sports.

Ils refusent de nettoyer dans n'importe quelle condition de travail et d'hygiène, refusent que le mazout et les déchets soient entassés dans des fosses.

Ils s'organisent en groupes autonomes de l'État, des groupes de nettoyage-propagande. Ils débattent de : où nettoyer, au service de qui, par quelle technique ?

2. Ils se sont constitués comme une force du peuple en appui à tous ceux qui luttent contre l'État et ses manœuvres pour accélérer l'élimination des petits-pêcheurs côtiers, goémoniers, paysans pauvres. Pour cela ils prennent contact directement avec les intéressés eux-mêmes.

3. Des groupes surveillent le ramassage entrepris par l'État et analysent les conséquences écologiques qui peuvent en suivre, ainsi que les conséquences sur la santé des gens.

4. Ils dénoncent le quadrillage policier et l'occupation militaire.

5. L'ensemble de ces résultats et analyses sont portés à la connaissance de tout le peuple par la propagande pour détruire le silence de l'État, de ses radios-télévisions, ainsi que leurs fausses informations.

LA POLITIQUE DES MAOISTES

EN BRETAGNE :

1. Organiser ceux qui risquent de perdre leur travail, de ne plus pouvoir vivre au pays, ceux qui risquent d'être éliminés par la marée noire et la politique de l'État : les marins pêcheurs, les goémoniers, les goémoniers-paysans-pauvres, les ouvriers ostréiculteurs. Pour eux, deux voies : soit la perte de leur travail et l'exode, soit l'organisation,

l'unité, la coopération dans le travail, le contrôle des indemnisations : il faut qu'ils deviennent le pivot de l'organisation du camp du peuple, autour duquel puisse se développer une véritable solidarité du peuple de Bretagne et de toute la France.

2. Soutenir la constitution d'un camp populaire contre la marée noire et l'État, en particulier en soutenant qu'au sein des comités anti-marée-noire, la jeunesse choisisse le camp du peuple et rejette celui de la bourgeoisie bureaucratique, celui des révisionnistes.

C'est pourquoi, nous soutenons et participons à toutes les initiatives qui :

- visent à nettoyer les côtes au profit du peuple en toute indépendance de l'embrigadement de l'État.

- critiquent l'État tant pour ses méthodes de ramassage que pour les priorités qu'il définit, et que pour la politique d'indemnisation qu'il avance.

- visent à l'organisation des marins pêcheurs, goémoniers, goémoniers-paysans pauvres encore largement isolés.

- font la lumière sur les conséquences de la marée noire pour la faune et la flore marine et la santé des gens.

DANS TOUTE LA FRANCE :

Il faut faire de la lutte du peuple breton contre la marée noire et l'État, une lutte de l'ensemble du peuple, un point important de la politique révolutionnaire du peuple aujourd'hui.

- Tout d'abord, nous appelons à boycotter les groupes de volontaires organisés par le secrétariat à la jeunesse et aux sports, et à constituer des groupes qui partiraient en Bretagne soutenir l'action des comités anti-marée-noire, celle des marins-pêcheurs, goémoniers, goémoniers-paysans-pauvres pour conserver leur travail au pays.

- Nous appelons à boycotter les collectes organisées par l'État, et à constituer des fonds qui pourraient aider directement le peuple des côtes.

- Nous soutenons l'idée d'un rassemblement national en Bretagne pendant l'été si les conditions politiques sur place le permettent, et nous critiquons fermement les propositions faites par les organisations LCR-HR-PCR-Drapeau Rouge de faire une manifestation nationale à Paris ; car cela aurait pour conséquence de nier le caractère national de la lutte du peuple breton, et de chapeauter sinon écraser les formes d'organisation encore embryonnaires que se donne le peuple breton pour lutter contre la marée noire.

VIVE LE MAOISME !

BROCHURES DE L'U.C.F.M.L. aux Éditions Potemkine:

- «Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme» Alain Badiou (1975) 5F
- «Angola, Cuba, URSS - Internationalisme prolétarien et social-impérialisme» (1976) 3F
- «Le plan Barre dans la conjoncture actuelle» (1976) 5F
- «Sur le maoïsme et la situation actuelle en Chine après la mort de Mao-Tsé-Toung» (1976) 3F
- «Le maoïsme, marxisme de notre temps» (1976) 3F
- «Une étude maoïste: la situation en Chine et le mouvement dit: 'de la critique de la bande des quatre'» (1977) 4F
- «Face aux élections, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes» (1977) 2F

6 NOUVELLES BROCHURES (printemps 1978):

- «Qu'est-ce qu'une politique marxiste ? » Paul Sandevince, préfacée par l'UCFML. 4F
- «Aujourd'hui, participer aux élections, c'est soutenir l'impérialisme» 4F

- «Les noyaux communistes ouvriers: forme actuelle de l'avant-garde, piliers de l'édification du Parti de type nouveau» 5F

- «Les Comités Populaires Anti-Capitalistes - CPAC» 2F

- «L'internationalisme prolétarien aujourd'hui» 4F

- «Nucléaire, écologie, et politique révolutionnaire» 5F

«LE MARXISTE-LÉNINISTE»

Journal central des maoïstes de l'UCFML

BP 278 -75 827 Paris Cedex 17

Abonnements (sous pli fermé): 60 ou 100F et plus.

PUBLICATIONS DES COMITÉS

PORTUGAL ROUGE OUVRIER PAYSAN VAINCRA

REVUE: Luttes de classes au Portugal

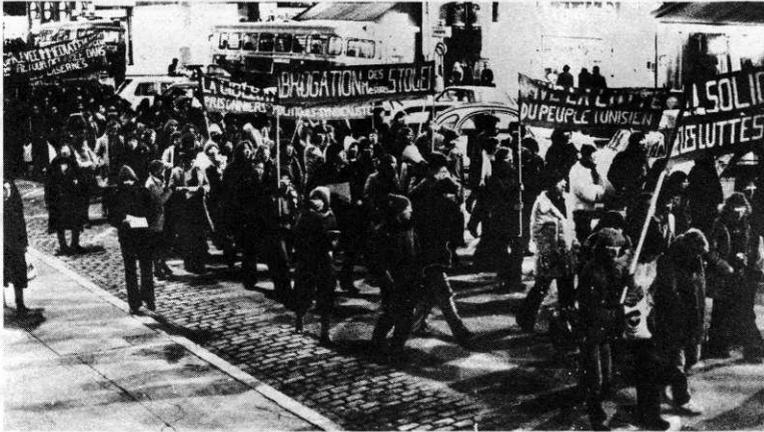
JOURNAL: Nouvelles du Portugal Révolutionnaire et brochures: CONTACTS, BP 247 -75564 Paris Cedex 12

Groupe FOUORE d'intervention maoïste dans l'art et la culture. Publication trimestrielle: Feuille FOUORE

CONTACTS: Feuille FOUORE 14 rue du Château d'eau, 75 010 Paris. Abonnements: 20, 50, 100F et plus.

INTERNATIONALISME PROLETARIEN

REIMS: soutien au peuple révolté de Tunisie



Les maoïstes soutiennent toujours les justes luttes des peuples du monde. C'est un devoir internationaliste. Mais dans le cas précis de la Tunisie, notre soutien doit être d'autant plus actif que c'est l'impérialisme français (et nord-américain) qui est responsable de l'exploitation et de l'oppression de

la classe ouvrière et du peuple Tunisien. Et ce, aussi bien en Tunisie qu'en France.

C'est pourquoi nous avons participé à la manifestation convoquée par les camarades Tunisiens de l'UGET (Union Générale des Étudiants Tunisiens) qui a rassemblé plu-

sieurs centaines de personnes dans un soutien déterminé au peuple Tunisien. Celui-ci par les émeutes populaires du 26 Janvier, a manifesté sa haine de classe contre le fantôme Bourguiba valet de l'impérialisme français et de l'impérialisme américain.

Notre devoir internationaliste est clairement fixé: il faut un grand mouvement de masse pour en finir avec les menées réactionnaires de l'État impérialiste français en Afrique et dans le monde.

**VIVE LA LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN
CONTRE BOURGUIBA, VALET DE
L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET US !
LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNÉS
A LA SUITE DE LA GLORIEUSE
TEMPÊTE POPULAIRE DU 26 Janvier !**

**IMPÉRIALISME FRANÇAIS HORS
D'AFRIQUE !**

**VIVE LA LUTTE DES PEUPLES DU
MONDE CONTRE L'IMPÉRIALISME, LE
SOCIAL-IMPÉRIALISME ET LEURS
VALETS !**

CARCASSONNE: dans la ville des paras, on manifeste pour les Saharaouis

Le Samedi 4 Mars, s'est tenue à Carcassonne, en plein centre ville, une manifestation de soutien au peuple Saharaoui et au front Polisario.

Cette manifestation est une étape importante pour le peuple de la région et cela pour deux raisons:

-1) dans la ville d'où doivent partir les troupes d'intervention en Afrique et ailleurs, des gens ont osé crier leur révolte contre la guerre au Sahara, ont osé manifester pour la victoire du front Polisario.

-2) pour la première fois une manifestation a pris position contre les projets de la bourgeoisie dans cette région. Avec cette manifestation, c'était vraiment la contradiction entre le peuple et l'impérialisme français qui éclatait.

Peuple contre impérialisme: quand on affirme dans la rue le soutien au peuple Saharaoui, quand on dénonce au coeur même d'une base de l'impérialisme le brigandage et la guerre impérialiste.

Peuple contre impérialisme: quand on se bat pour que Carcassonne et la région ne deviennent pas la base arrière militaire des mauvais coups de l'impérialisme français, quand on attaque les plans de la bourgeoisie dans les campagnes, principalement dans les Corbières, plans qui visent à chasser le peuple des campagnes, pour transformer celles-ci en véritables déserts pour le peuple, où il n'y aurait plus place que pour quelques paysans riches, pour des camps de vacances, et pour l'armée de l'impérialisme.

Cette manifestation a été un succès par l'écho qu'elle a eu dans tout le peuple de la région:

- elle répond à la révolte qui existe partout contre l'armée qui multiplie ses manoeuvres, et qui apparaît de plus en plus comme une armée d'occupation d'une région.

- elle répond à la révolte des paysans contre l'État, qui veut à tous prix leur élimination.

- elle répond à un véritable soutien au peuple Saharaoui.

Cette manifestation attaque de front l'impérialisme français ! Et c'est pour cette raison qu'elle marque une rupture; l'accord des gens tout le long du parcours de la manifestation était grand; l'étonnement aussi qu'en pleine campagne électorale, et alors que l'État français multiplie ses agressions au Sahara et ailleurs, que des gens osent dire qu'ils sont contre cela, que l'intérêt du peuple est ailleurs.

Et certains militaires ont marqué leur accord, quand le mot d'ordre «les paras dans les casernes, pas au Sahara» a été crié.

Le succès de cette manifestation, l'accord du peuple, et principalement des paysans des Corbières, pour de telles initiatives; tout cela nous confirme que c'est dès aujourd'hui qu'il faut soutenir le peuple Saharaoui et le front Polisario, qu'il faut attaquer de front l'État impérialiste, qu'il faut crier notre révolte dans la rue contre la guerre au Sahara même si l'on est 20, 100 ou plus ! Ce n'est qu'à partir de telles manifestations que pourra se créer un véritable courant d'opinion, un véritable soutien pour le peuple Saharaoui: une force qui veuille vraiment la victoire du front Polisario sur l'État impérialiste français et tous ses ennemis.

La manifestation de Carcassonne est la seule manifestation jusqu'à maintenant qui a pu se tenir à l'heure et au lieu où elle était appelée, et cela en pleine campagne électorale, à une semaine du 1er tour.

C'est une étape pour imposer à la bourgeoisie le droit du peuple à descendre dans la rue pour crier son indignation et sa révolte contre l'impérialisme français, contre la guerre au Sahara, pour la victoire du peuple Saharaoui !

PALESTINE VAINCRA !

1- Une tentative de guerre d'extermination du peuple Palestinien et une violation sanglante de la souveraineté Libanaise

L'armée sioniste a tenté de mener une véritable guerre d'extermination du peuple Palestinien, faisant des milliers de morts parmi la population civile Libanaise et Palestinienne: massacre dans des camps de réfugiés, bombardements des villages et des voies d'accès, déportation de prisonniers Palestiniens, etc... Ce sont des actes de terrorisme massifs préparés et exécutés de sang-froid: l'État sioniste d'Israël veut rayer le peuple Palestinien de la carte, en finir avec les droits nationaux de ce peuple, le faire disparaître, pour que l'État sioniste se maintienne - dans le sang - comme il s'est créé. Peut-on oublier que, depuis plus de 30 ans, expropriations des terres, colonisation, massacres, exode, est le sort réservé au peuple Palestinien par l'État d'Israël ?

L'armée Israélienne, après la Syrie, a violé les frontières du Liban, sans la moindre hésitation, au mépris complet du droit des États. Le Liban est un État souverain et indépendant. L'intervention sioniste est donc une véritable invasion, déjà transformée en occupation pure et simple par l'étranger de tout le Sud du pays.



L'armée sioniste au travail contre les manifestants en Palestine occupée.

2- Une résistance importante contre l'agresseur sioniste

Malgré les déclarations de victoire des militaristes sionistes suréquipés de matériel sophistiqué (surtout américain - mirages français aussi - matériel de destruction fasciste: bombes à fragmentations infligeant des blessures terribles rendant les soins inutiles, napalm, phosphore, etc...) la résistance Palestinienne et le mouvement national Libanais continuent le combat: escarmouches points de résistance, etc... En Palestine occupée même, des manifestations de lycéens et d'autres couches du peuple Palestinien ont eut lieu malgré le quadrillage policier, les arrestations et les internements dans des camps (1).

(1) Il faut noter également que pour la première fois de manière massive, le consensus expansionniste de la population occupante s'est rompu : plus de 30 000 personnes se sont rassemblées le 1er Avril dans diverses villes du pays pour dire leur opposition à la guerre d'expansion au Sud-Liban et à l'occupation des territoires annexés lors des dernières guerres.

3- Un complot pour écarter le peuple Palestinien du règlement au Moyen-Orient

Il n'y a pas que les sionistes qui tentent d'éliminer la résistance Palestinienne. Déjà, sous les coups de l'armée Jordanienne en 1970, sous les coups de l'armée Syrienne et des réactionnaires Libanais en 1977, les Palestiniens ont été victimes de terribles décimations.

Aujourd'hui, une coalition des régimes arabes réactionnaires et des super-puissances s'est constituée soi-disant en vue de la paix. Le projet de conférence à Genève était un compromis entre les régimes arabes réactionnaires et l'État sioniste sous la houlette de l'impérialisme américain et avec l'accord tacite du social-impérialisme russe, écartait pratiquement la résistance Palestinienne. Les tractations Begin-Sadate aussi, car il y a là un objectif commun entre les super-puissances, les impérialismes secondaires et les pays arabes réactionnaires, qui voient bien que la résistance Palestinienne constitue un foyer révolutionnaire dangereux pour leurs visées à l'hégémonie et à l'exploitation des peuples.

Il ne peut y avoir de paix sans les Palestiniens. La seule «question» au Moyen-Orient est celle du droit national du peuple Palestinien. Cette coalition réactionnaire est ce qui explique le lâche silence international sur ce qui arrive au Liban et sur les vraies raisons de l'envoi des casques bleus.

4- Les «casques bleus» : c'est la substitution d'une guerre impérialiste à la guerre du peuple. C'est l'ordre des gendarmes du monde

Les «casques bleus» selon les chantres de l'impérialisme, c'est: «pour arrêter les combats et les destructions, envoyons une force 'neutre' pour s'interposer entre les combattants - c'est de l'humanisme pur!». Quel cynisme: la réalité, c'est qu'ils remplaceront les sionistes au Sud-Liban, empêcheront les opérations de guerre prolongée de la résistance Palestinienne en Israël et confisqueront la souveraineté Libanaise. Quel sort pour les Palestiniens !: exclus du Sud-Liban, ils seraient obligés de regrouper leurs survivants dans la zone occupée par les Syriens ! Quel sort pour les Libanais !: occupés par les Syriens et en plus par une coalition internationale de puissances impérialistes et leurs valets (les Iraniens par exemple furent les premiers casques bleus sur le terrain, tandis qu'on attend des Sénégalais -dont le pays «accueille» une base française).

Non ! Les casques bleus ne sont pas une solution de «paix», mais une menace pour la sécurité de la région (d'ailleurs, les expériences précédentes au Biafra, au Katanga, au Sinaï, etc... ont toutes finies dans le sang). Il faut noter que la résolution du conseil de sécurité de l'ONU pour envoyer cette force a été votée à l'unanimité moins une voix (celle de la Chine Populaire refusant cette logique de guerre) et 2 abstentions (celles de l'URSS et de la Tchécoslovaquie - quel comble pour un pays occupé militairement depuis 10 ans. On voit bien ici la logique du social-impérialisme dans cette affaire: son seul souci est de se mettre bien avec les pays arabes réactionnaires - qui ne font rien pour le moment - et non de défendre jusqu'au bout la résistance Palestinienne).

Troupes françaises hors du Liban !



« Palestine Vaincra ! » (la manifestation du 1er Avril à Paris).

5- Après le Sahara, l'impérialisme français s'empresse de placer ses pions au Moyen-Orient

Que vise l'impérialisme français dans cette affaire ? Sur le plan international il s'agit de garder de bonnes relations avec à la fois les pays arabes et Israël. D'autre part, il faut se rappeler que l'hypothèse d'une intervention française au Liban a été déjà évoquée lors de la guerre civile Libanaise. En effet, l'impérialisme français a des intérêts considérables dans ce pays et ne cache pas son intention d'appuyer les réactionnaires Libanais.

Intervenir au Liban c'est, sur le plan intérieur, mettre en oeuvre la politique d'union nationale autour de l'impérialisme français proposée ouvertement par Giscard après les élections. La bourgeoisie de type financière classique (PR, RPR, majorité du PS, etc...) est totalement unifiée: ses dirigeants ont participé aux manifestations sionistes réclamant la fermeture du bureau de l'OLP dans toute la France (Deferre à Marseille, Dominati à Paris, etc).

La nouvelle bourgeoisie du PCF quand à elle, condamne «toutes» les violences au Moyen-Orient, mettant au même niveau un attentat et une guerre de génocide ! D'autre part, le PCF refusait de produire le moindre message ou autre action de soutien prétextant qu'avant les élections, ce n'était pas le moment ! Il faut noter qu'après les élections,

et en dépit de l'intervention française, ce n'est toujours pas le moment. Une démonstration pratique du caractère fondamentalement impérialiste des sociaux-fascistes.

Après cette campagne idéologique, l'impérialisme français envoie donc ses parachutistes au Liban. Le nombre augmente de jour en jour (plus de 1000 début Avril). Ces troupes sont celles là-mêmes qui interviennent dans les soi-disants DOMs-TOMs lors des mouvements de masse, qui agressent les peuples Africains (la liste serait trop longue à établir, citons les cas les plus récents: Tchad de 66 à aujourd'hui, Zaïre en 77, Sahara occidental, etc...).

On voit bien que tout cela va bien au delà de la simple opération «casques bleus». C'est une agression de plus de l'impérialisme français contre les peuples du monde. Il prépare de très mauvais coups contre le peuple Libanais et la résistance Palestinienne.

Dans cette affaire, les tâches de l'internationalisme prolétarien des maoïstes en France consistent à soutenir la résistance Palestinienne en se mobilisant pour empêcher l'intervention française au Liban.

TROUPES SIONISTES HORS DU LIBAN !
«CASQUES BLEUS» GUERRE ! PALESTINE VAINCRA !
PALESTINE LAIQUE ET DÉMOCRATIQUE !
PAS DE «PAIX» POSSIBLE SANS SOUVERAINETÉ PALESTINIENNE !
A BAS L'INGÉRENCE DES 2 SUPER-PUISSANCES ET DE TOUS LES IMPÉRIALISMES
AU MOYEN-ORIENT, POUR BAFouer LES DROITS NATIONAUX DU PEUPLE
PALESTINIEN !
INDÉPENDANCE POUR LE LIBAN !
VIVE LA LUTTE DES JUIFS ANTI-SIONISTES !
A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN ,
HORS D'AFRIQUE ! Pas un soldat français hors de l'hexagone !